OITAVO ANNO—1860 SABBADO 26 DE MAIO NUMERO 827

O CAMPEÃO DAS PROVINCIAS

PREÇO — COM ESTAMPILHA

Por anno..... 3$140
Por semestre..... 2$650
Por trimestre..... 1$350
Avulso..... $055

Publica-se ás Quartas e Sabbados.

Assigna-se no escritorio da administração — Largo da Vera Cruz. Fora d'Aveiro recebem assignaturas e são competentes para receber todas as contas com o jornal — em Lisboa o sr. Jacinto José Antunes Lima, na rua de Cima de Socorro n.º 35, 2.º andar; em Coimbra o sr. Olympio Nicolau Ruy Fernandes; em Midões o sr. José Ribeiro d'Azevedo; em Arganil o sr. Antonio Ignacio de Vasconcellos Delgado; em Vizeu, o sr. Manoel Paes Pereira; no Porto o sr. José Dias Alves Pimenta, na rua das Hortas n.º 12; em Braga o sr. Joaquim José Antunes da Silva Monteiro. As correspondencias serão remetidas francas de porte ao administrador, assim como a importancia das assignaturas, que serão pagas adiantadas; podendo aquelles srs. que preferirem mandar a importancia d'ellas pelo seguro do correio, deduzir da somma a remetter a despesa da remessa. As correspondencias e annuncios pagam por linha 40 reis; repetições 20 reis. Os s s. assignantes effectivos teem direito a algum favor nas publicações que tiverem a fazer.

PROPRIETARIO — MANOEL FIRMINO D'ALMEIDA MAIA.

PREÇO — SEM ESTAMPILHA

Por anno..... 4$600
Por semestre..... 2$350
Por trimestre..... 1$200
Avulso..... $050

AVEIRO.

CONTRACTO LANGLOIS.

I.

Foi presente á camara dos srs. deputados o contracto celebrado pelo governo com mr. Langlois. Está em discussão este importante assumpto economico, que poderia ser de muita utilidade para o paiz, se por ventura o ministerio curasse como devia da administração do estado, e se mostrasse superior a questiunculas que o enfraquecem, porque lhe retiram o apoio moral da nação, enervando-lhe todas as faculdades.

Trataremos primeiro da desvantagem de semelhante contracto, que esterilisa os recursos do thesouro, e faz descrer do futuro d'esta terra. N'esta questão, como em todas as de interesse publico, não vemos individualidades. São outros os nossos intuitos. A cima de tudo a razão, que é a baze do direito — pois que a razão e o direito são o cimento das sociedades modernas.

Trouxeram-se para a discussão alguns episodios ignorados d'este celebre drama economico. Alludiu-se a um convenio occulto, em que o empreiteiro realisou de protato um lucro importante; fechando-se a praça a licitantes que se propunham abater duzentos mil reis no custo do kilometro, ou cento e quarenta e tantos contos por toda a empreitada.

Um dos membros do governo estremeceu ao saber da veniaga. Fazemos-lhe a justiça de acreditar, que estava longe de saber que á sombra da fé dos contractos, se tivesse feito semelhante negociação, que prova quanto interessariam esses especuladores, que costumam enriquecer com a nossa credulidade se a camara aprovasse semelhante projecto.

O sr. ministro do reino declarou na camara, que rasgaria o contracto logo que soubesse que o negociador havia compremettido a honra do governo portuguez. E é fora de duvida, que a escriptura celebrada por mr. Langlois e mr. Hunebelle, de Pariz, prova á saciedade, que o contracto foi lesivo, e que como tal não pode ser aprovado pelo poder legislador, cumprindo ao governo infirmal-o, a fim de dar força e auctoridade á sua palavra abrindo de novo hasta publica, e affastando suspeições, que lhe estão eminentes.

Nós apellamos para a lealdade do sr. Fontes, e esperamos que s. ex.ª lêa e medite o documento que em seguida transcrevemos.

ENTRE LES SOUSSIGNÉS.

M. Charles Langlois, entrepreneur de travaux publics demeurant á Paris rue Joubert n.º 10

d'une part;

Et MM. Hunebelle frères, entrepreneurs de travaux publics demeurant á Paris cité Vindé, Boulevart de la Madeleine n.º 17

d'autre part;

a été expliqué et convenu ce qui suit:

M. Charles Langlois après avoir étudié un projet de construction de routes macadamisées dans les diverses provinces du royaume de Portugal pour le compte de ce gouvernement, a remis au ministre de travaux publics à Lisbonne, une proposition qui vient d'être acceptée et signée par le ministre et le fondé de pouvoirs de M. Langlois, sous réserve de l'approbation des cortés.

L'une des conditions de cette convention, dont copie certifiée conforme est demeurée annexée á chacun des doubles originaux des présentes, et le versement préalable, d'ici au vingt-huit septembre courant, à la Banque de Portugal, d'un cautionnement de quarante contos de réis, soit environ deux cents quarante mille francs argent de France.

De leur côté MM. Hunebelle frères ont également étudié l'affaire dont s'agit et ils ont en mains les fonds prets pour verser le cautionnement.

Des pourpalers ont eu lieu entre M. Langlois et MM. Hunebelle frères pour obtenir et exploitee en commun la concession des travaux de constraction dont il vient dêtre question, mais les parties viennent de renoncer á realiser ce projet d'association et elles y ont définitivement substitué la convention ci aprés:

Art. 1. MM. Hunebelle frères s'obligent à fournir et verser en temps utile, en l'acquit de M. Langlois, et pour satisfaire à l'engagement par lui pris envers le gouvernement portugais, le cautionnement dé quarente contos de réis, ci-dessus enoncé, à la banque de Portugal á Lisbonne.

Le versement sera fait au nom et des deniers de MM. Hunebelle frères, pour compete de M. Langlois, de manière à assurer à MM. Hunebelle frères un privilège sur ce cautionnement, équivalent au privilége de second ordre reconnu en France au profit du bailleur de fonds d'un cautionnement pour le compte d'un tiers envers l'Etat.

La somme ainsi fournie est ici stipulée remboursable á MM. Hunebelle frères, moitié le premier janvier mil huit cent soixante un et l'autre moitié le premier juillet suivant de la même année mil huit cent soixante un, productible d'interêts à six por cent à l'an, qui seront payés de six mois en six mois à compter du premier janvier prochain, époque á laquelle M. Langlois payera a MM. Hunebelle frères le décompte des interês courus du jour du versement à la banque de Portugal jusqu'au trente un décembre de la presente année mil huit cent cinquante neuf.

Il est entendu que tous frais de commissions et change entrainés par ce versement á Lisbonne seront en outre à la charge de M. Langlois, qui les remboursera sur simple bordereau.

Et, pour faciliter le remboursement du dit cautionnement M. Langlois vient de remettre à MM. Hunebelle frères qui le reconnaissent douze billets à leur ordre, chacun de vingt mille francs, signés par lui et payable á Paris les six premiers le trente un décembre mil huit cent soixante, et les six derniers le premier juillet mil huit cent soixante un lesquels douze billets à ordre formant ensemble deux cent quarente mil francs, ne font qu'une seule et même chose avec l'engagement qui vient d'etre ci-dessus pris par M. Langlois.

Art. 2.º Par suite de la renonciation par MM. Hunebelle frères, à prendre une part sociale dans l'entreprise dont s'agit, tout en fournissant seuls le cautionnement qui est la condition préalable de son obtention, M. Langlois alloue à forfait à mes dits sieurs Hunebelle frères, qui acceptent, une indemnité fixe de trois pour cent sur le montant brut de tour les paiements qui seront faits à M. Langlois par le gouvernement portugais pour l'exécution de la dite entreprise de travaux.

Cette indemnité, ainsi calculée, sera payée par M. Langlois à MM. Hunebelle frères au fur et à mesure des paymente qui lui seront faits par le gouvernement portugais, et au moyen d'une délégation qu'il leur donnera sur la maison Ch. Devaux & C.ª, de Londres, banquiers de son entreprise, suivant convention dont copie certifiée conforme est demeurée annexée à chacun des doubles des présentes.

Art. 3.º Comme condition des présentes, MM. Hunebelle frères se réservent, ce qui est accepté par M. Langlois, le droit pour eux, pendant un délai qui courra à leur profit jusqu'au trentiéme jour franc, qui suivra l'avis donné à MM. Hunebelle frères par M. Langlois, de l'approbation par les cortés portugaises du traité d'entreprise dont s'agit de reprendre pour leur propre e seul compte le dit traité dont la rétrocession, en cas d'exercice de ce droit par MM. Hunebelle frères, leur est d'ors, et déjà consentie par M. Langlois aux conditions suivantes:

1.º Par le seul fait de cette retrocession mr. Langlois se trouver purement et simplesment déchargé de toutes les obligations par lui contractées pour le cautionnement: immédiatement les acceptations par lui fournies lui seront restituées, ainsi que toutes sommes qu'il aurait pu payer pour commission, change et interêts, comme aussi les frais d'études qui auront été faites depuis l'approbation des cortés jusqu' au jour de la reprise par MM. Hunebelle frères.

2.º MM. Hunebelle frères paieront á forfait à mr. Langlois, une indémnité fixe de trois pour cent sur le montant brut de tous les paiements faits par le gouvernement Portugais pour les travaux, ainsi qu'il a été stipulé en sens inverse par l'article deux qui précède, lequel, au dit cas, se trouvera annulé.

3.º M. Langlois explique que en exécution de conventions particulières entre lui et M. Ybry (Charles) et pour rémunérer ce dernier de ses peines et soins pour la réussite de l'affaire dont s'agit, il a alloné à M. Ybry une commission fixe de quatre pour cent sur le montant brut des paiements dont il vient d'etre question et au fur et à mesure de ces paiements.

MM. Hunebelle frères prennent à leur charge exclusive la dite commission de quatre pour cent au profit de M. Ybry pour le cas où ils deviendraient seuls maitres de l'entreprise, comme il est ci-dessus prévu, et ce en sus de la commission de trois pour cent qui vient d'être stipulée au profit de M. Langlois.

Art. 4.º Au cas où le droit à la rétrocession ici prevue serait exercé, la presente convention serait annulée et remplacée par une nouvelle, dans laquelle, sauf une redaction conforme au novel ordre de faits, seraient reproduites les stipulations de l'article trois qui précède.

Fait double à Paris le vingt septembre mil huit cent cinquante neuf.

Apprové l'écriture ci-dessus — signé.

Ch. Langlois

Apprové l'ecriture ci-dessus — signé.

J. Hunebelle.

Reservamo-nos para o numero immediato a apreciação deste importante assumpto em todas as suas fazes.

A NECESSIDADE DA GUARDA CIVICA.

A Europa desfructava uma paz octaviana. O templo de Jano havia-se fechado. E isto era devido á sabia e illustrada politica de Luiz Filippe, a esse homem que a posteridade julgará, e ao qual a historia já dá o nome de Napoleão da paz. Reinava pois Luiz Filippe e sustinha com mão potente as ambições dos despotas, e as aspirações desordenadas da demagogia. Quando de repente o throno que sustinha o velho monarcha, foi despedaçado de encontro ás barricadas de Fevereiro, e o rei-cidadão lá vae caminho do estrangeiro, soffrer como Scipião a ingratidão da patria. Baqueava a monarchia de julho e inaugurava-se um governo republicano na forma, mas despota na essencia. O fugitivo do castello d'Ham, o revolucionario de Strasbourg e Bolenha, envolto no prestigio que herdara do gram proscripto de Santa Helena, apparece em scena, e as massas populares offuscadas pelo brilho das glorias passadas, abrem os braços ao exilado, elevando-o pelo suffragio ao fastigio do poder.

Poucos annos haviam decorrido, quando o presidente da republica, com a mesma mão com que prestara o juramento republicano rasgava o pacto contrahido para se sentar no throno de Napoleão I. A Europa tremeu, mas o novo cezar proclamava ao mundo que o imperio significava a paz. A Crimea e a Italia attestaram logo que a promessa do imperador dos francezes, era uma irrisão, e a sua proclamação, uma mentira. Deixa a alliança dos povos e busca a dos reis para engrandecer seu nome á custa das nacionalidades pequenas. Poem a Europa em conflagração, e alimentando ambições, procura saciar a sua. Vejamos.

Já das margens geladas do Neva levanta seu vôo a aguia moscovita, e paira como metheoro aterrador, sobre a velha Bysansio. A cidade de Constantino treme, e o estandarte do crescente arvorado nas suas muralhas ha quatro seculos, por Mahomett II, deixará em breve de ahi tremular. A aguia do Senna busca tambem, por mil modos, estender as suas azas, até as margens do Rhêno. E depois o que fará? Deos o sabe. E' certo porem que os grandes imperios soprados pela ambição de Napoleão III, mostram vontade de obsorver as pequenas nacionalidades. E' por isso que tambem o leão hespanhol sedento de sangue irriça a juba, lá da jaula aonde se acha, e olha para Portugal. Orgulhozo por ter ganho aos perros da moirama, alguns louros, julga que o torrão d'Affonso Henriques lhe é preciso, para cevar as garras, e vingar as affrontas recebidas em Aljubarrota, Ameixial, e Montes-claros.

Engana-se, se ha alguem que pensa em conquistar a nossa terra. Aqui vivem os filhos dos guerreiros do Mestre de Aviz, e dos de 1640 —, que pela terra santa da patria, trocando o arado pelo chuço, hão-de deffende-la palmo a palmo, em quanto Deos lhe der alento e vida.

Cremos porem piamente, que a illustração da visinha nação olhará a ideia de conquista, como uma utopia.

No entanto uma fanfarronada hespanhola pode encommodar-nos, e por isso deve-m'o-nos prevenir.

Dizem que o governo já appresentara a ideia de crear a guarda civica, e a elevação do exercito a 50:000 homens.

No estado de conflagração em que está a Europa, a prevenção é uma medida, alem de politica indispensavel, e a creação da guarda civica é necessaria.

Com ella pode mobilisar-se o exercito, e assim transportar-se d'um momento ao outro aonde a necessidade o reclame, sem que perigue a segurança interna do paiz. Proponha o governo a medida, que terá o assentimento geral, pois quando a segurança do estado treme, todos esquecem as facções de partido para só se lembrarem que são portuguezes.

F. Florido.

FOLHETIM.

Circular do ministro dos negocios estrangeiros de França ás potencias signatarias do tractado de Vienna.

Paris 7 de abril de 1860.

O governo suisso nos diversos documentos emanados delle com motivo da annexação da Saboya á França, basea-se em argumentos pouco numerosos e que podem resumir-se brevemente.

Allega um tractado do seculo 16.º, em virtude do qual o direito de alienação da Sardenha ficava limitado, quanto menos para certas partes do territorio saboyano.

Acrescenta que o systema de neutralisação applicado ao Chablais, o Faucigni e o Genevesado em 1815, foi concebido e estabelecido no interesse e beneficio da neutralidade helvetica da qual é hoje uma das garantias essenciaes.

Examinemos tão succintamente como seja possivel cada uma dessas apreciações.

O tractado de 1564 recordado na memoria do governo federal do mez de novembro ultimo, como um facto do qual não intenta ainda tirar nenhuma conclusão pratica, chegou a ser um dos elementos essenciaes da sua argumentação.

Este tractado cita-se em primeiro logar no protesto do sr. ministro da Suissa em Paris, datado de 15 de março; assim como na mensagem de 28 apresentada pelo senhor presidente da confederação aos conselhos legislativos.

Só a insistencia do conselho federal podia decidir-nos a seguil-o neste terreno.

Com effeito, segundo a nossa opinião a acta que invocou está completamente fora de toda a discussão

Este acto consiste n'uma sentença arbitraria dada entre as auctoridades de Berna e o duque de Saboya pelos onze cantões mediadores.

As duas partes renunciam a alienar em proveito de um terceiro certos territorios adjudicados a um e a outro pelos arbitros a saber: por Berna, o paiz de Vaud: pelo duque de Saboya, o paiz de Gex e certas partes do Chablais e de Genebra.

Deste modo o duque de Saboya não podia ceder nada daquellas provincias, se não ao cantão de Berna.

Não indagaremos, se similhante arranjo apresentava algumas probabilidades de duração ou se os arbitros que o tinham suggerido, depois de muitos e infructuosos os esforços não se tinham proposto a outra cousa mais, que a apresentar um expediente proprio para satisfazer a susceptibilidade dos senhores de Berna e do duque de Saboya sem impor lhes obrigações mui graves.

E' certo, que a sentença de 1564 foi observada mui poucos annos.

As clausulas destinadas a proteger o cantão de Vaud contra os excessos do poder do cantão de Berna introduzidas no dito tractado, poderam subsistir até ao momento em que este paiz foi completamente dominado pelos bernezes; mas as clausulas territoriaes foram violadas e desconsideradas pelo cantão de Berna, assim como pelo duque de Saboya, pouco tempo depois de feito aquelle arranjo.

A mesma Suissa não o fez valer em 1601, quando a França obteve a sessão do paiz de Gex um dos territorios expressamente nomeados na resolução dos onze cantões; nem em 1792 quando tomamos possessão da Saboya; nem em 1796 quando a Saboya nos transmittiu os seus direitos; nem, por ultimo, em 1814 e 1815 nas negociações de que esta provincia foi objecto em duas occasiões, da mesma maneira que o paiz de Gex.

Quando Genebra, convertida em cantão da confederação helvetica, solicitou a concessão, primeiro de um caminho, e depois d'um territorio sufficiente para assegurar as suas communicações com o resto da Suissa, pela margem occidental do Leman, como não téria invocado o beneficio do tractado de 1564 para obter o paiz de Gex, se effectivamente as estipulações territoriaes do dito tractado não tivessem caído inteiramente e desde muito tempo atraz em desuso?

Pode dizer-se, é certo, que os delegados de Genebra, n'uma nota remettida em fevereiro de 1815 á deputação suissa em Vienna, enunciaram o desejo de que «o rei da Sardenha ficasse obrigado a não ceder nem trocar nenhuma porção das provincias de Carouge do Chablais e do Faucigny a nenhum outro estado que não fosse a Suissa.» Mas este desejo articulado sem referencia ao tractado de 1561, não parece ter sido acolhido pela deputação helvetica, e nada que saibamos, prova que fizera delle assumpto d'uma reclamação ao congresso.

Nada sobre tudo, prova que tal pretenção fora discutida no seio do congresso, e, em todo o caso, pode assegurar-se com certeza que, se foi produzida, foi rejeitada.

Em presença deste conjuncto de provas poderiamos abster nos de destruir o argumento tirado do artigo 23 do tractado de 1816 celebrado entre a Sardenha e a Suissa.

Ao confirmar as disposições dos antigos tractados, e particularmente do de 1754, as potencias contrahentes não poderam evidentemente ter em vista a sentença arbitraria de 1564 entre o duque de Saboya e o cantão de Berna, mas sim os actos relativos ás relações dos habitantes entre Genebra e a Sardenha.

O tractado de 1816 tinha, com effeito, por objecto especial e immediato regular essas relações: não se tinha feito menção da proposta da Suissa, ácerca da Saboya, mais que em razão dos laços estabelecidos, como o provaremos depois entre as cessões territoriae feitas a Genebra e á neutralidade da parte septentrional da Soboya.

Todas as demais estipulações desta acta versam sobre questões de commercio, de transito e de propriedade, que dizem respeito exclusivamente a Genebra, como ao tractado de 1754. Como então se pode pertender que uma acta tão anormal e tão extranha a todas as vistas que o tractado de 1815 puzera em vigor, depois de tantos annos, por via indirecta e em certo modo por surpreza no mesmo momento em que as actas de 1815 creavam para a Sardenha uma situação sem nenhuma analogia com as circumstancias em que fora pronunciada aquella arbitragem?

Assim pois, a discussão encontra-se circumscripta aos limites das actas de 1815.

A neutralidade de certos districtos da Saboya foi reclamada pela Suissa?

Foi estipulado pelas potencias, como uma das garantias da sua neutralidade?

Aqui se encontra toda a questão, e vae se ver que os factos estão neste ponto egualmente em desacordo manifesto com as conclusões do governo federal.

A Sardenha desejara vivamente extender as suas possessões sobre a vertente occidental dos Alpes ao abrigo de toda a vicissitude. Tendo a sua base e os seus meios de acção na Italia, teria encontrado nma grande vantagem em collocar toda a Saboya sob a protecção do systema de neutralidade offerecido pelas potencias á Suissa.

Mas depois de ter-se aberto em Vienna aos plenipotenciarios grandes conferencias, o gabinete de Turin comprehendeu logo, de uma parte, que a França não poderia subscrever á neutralisação de toda a Saboya, e de outra, que para obter o consentimento da Suissa na neutralidade das partes da Saboya, susceptiveis de ser separadas do seu systema, era necessario fazer lhe grandes concessões.

Genebra, ao unir-se á confederação helvetica, não pedia somente uma via de communicação com Vaud, dava o mais alto preço a desencravar e arredondar um territorio pela parte da Saboya.

Tinha sabido interessar as grandes potencias nas suas negociações, e esta circumstancia permittiu ao gabinete de Turin fazer acceitar o seu plano de neutralisação para o Chablais e o Faucigny.

Este projecto tomou a forma d'uma proposta definitiva na nota remettida em 26 de março de 1815 pelo conde de Saint-Marsan aos plenipotenciarios de Inglaterra, Austria, Prussia e Russia no congresso de Vienna.

Eis aqui em que termos se expressava o plenipotenciario do rei da Sardenha:

« O abaixo assignado, ministro de estado etc. etc. deu conta ao seu augusto amo do desejo das grandes potencias alliadas de fazer algumas concessões territoriaes ao cantão de Genebra do lado da Saboya e lhe submetteu o projecto formado ácerca deste objecto.

S. m. sempre disposto a manifestar aos seus altos e poderosos alliados a sua gratidão e o seu desejo de comprazer-lhes, dominou a sua natural repugnancia em separar-se de bons, antigos e fieis subditos auctorisou ao abaixo assignado para consentir n'uma cessão de territorio em favor do cantão de Genebra, tal como propõe no protocolo adjuncto e com as condições que se seguem:

1.º Que as provincias de Chablais e do Faucigny, e todo o territorio ao norte de Ugina pertencente a s. m, formem parte da neutralidade da Suissa, garantida por todas as potencias isto é, que sempre que as potencias visinhas da Suissa se acham no estado de hostilidade aberta ou imminente, as tropas de sua m. o rei da Sardenha, que possam encontrar-se nas ditas provincias, retirar se-hão e poderão para este effeito passar pelo Valais se for necessario: que nenhumas outras tropas armadas de nenhuma potencia poderão estacionar-se nellas nem atravessal-as, salvo as que a confederação julgasse a proposito manter alli, bem entendido que este estado de cousas não obsta em nada para a administração das ditas provincias, onde os agentes civis de s. m. o rei poderão tambem empregar a guarda municipal para a conservação da ordem.

Esta nota foi acceita a 20 de março de 1815 pelos plenipotenciarios das potencias signatarias do tractado de Pariz, e vem a ser no que diz respeito ás relações da Sardenha com a Suissa, a base de todas as actas ulteriores e especialmente da cessão feita por s. m. o rei da Sardenha em 29 de maio de 1815, do tractado do mesmo dia entre a Sardenha por uma parte, a Austria, França, Inglaterra, Prussia e Russia pela outra e por ultimo, dos artigos 91 e 92 da acta geral de Vienna de 9 de junho do mesmo anno.

Está irrefragavelmente estabelecido por este documento, que a neutralisação da Saboya foi reclamada pela Sardenha e obtida a titulo oneroso.

A confederação suissa consentiu, a preço de concessões territoriaes concedidas pelo governo sardo ao Cantão de Genebra.

Assim o comprehendia a mesma Suissa, como o provam as instrucções do plenipotenciario enviado a Turim em dezembro de 1815 para entender-se com o gabinete sardo ácerca da entrega do territorio.

O conselho federal, longe de considerar a neutralidade da parte sepetentrional da Saboya como um favor feito á Suissa, esforçava-se sobretudo por limitar as obrigações que sabia que pesavam sobre elle, e que se tinham augmentado em consequencia da mesma extensão do territorio neutralisado em virtude das novas actas do mez de novembro de 1851.

Estas instrucções foram citadas pelo governo federal na sua memoria do mez de novembro ultimo.

« Em muitas notas conhecidas de mr. Pictet (o plenipotenciario suisso) dizia o directorio federal; o conde de Verax procurou estabelecer em these que a neutralidade das provincias da Saboya era perfeitamente identica á neutralidade da Suissa; ou por outros termos que a confederação tinha relativamente áquellas as mesmas obrigações que a esta.

Por tanto insiste juncto do directorio federal e da dieta no reconhecimento deste principio

A Suissa está longe de elevar objecções contra a neutralisação da Saboya na parte de que tracta o protocolo de Paris de 8 de novembro

Reconhece todo o effeito das declarações das cinco grandes potencias e pelo mesmo a assimilhação do territorio situado ao norte do paralello de Ugina até ao Rodano, como o que se convencionou em Vienna para o Chablais e o Faucigny.

(*Continua.*)

Anno economico de 1859 a 1860 — 1.º semestre — extracto das contas da camara d'Arouca, lançadas no livro della desde folhas 76 até folhas 80. Deve Aires Antonio José Alves Maia, thesoureiro da camara municipal do concelho d'Arouca, em conta corrente com a mesma camara.

DATAS.	MOTIVOS DE DEBITO.	IMPORTANCIA.
1859.		
Julho 1	Pela importancia do saldo do anno economico findo em 30 de junho ultimo...	713$711
» 13	Idem de um documento de contribuição indirecta, que lhe foi hoje entregue, que deve Joaquim José de Sequeira do anno de 1858 a 1859	15$000
» 24	Idem de dez ditos de multas impostas por transgressões de posturas, que lhe foram entregues em differentes datas, como consta do livro de sua responsabilidade.....	30$180
Setb.ro 16	Pela importancia de um documento de cobrança de contribuição indirecta do anno economico de 1856 a 1857, que lhe foi hoje entregue, que deve José Gomes Leite de Cabeçaes...	12$000
Novb.ro 2	Idem de um dito da renda de dous annos (1857 a 1858 e 1858 a 1859) da caza da camara de Fermedo, que lhe foi hoje entregue, que deve Francisco José Lopes de Lima de Cabeçaes.....	12$000
Dezb.ro 30	Idem de um dito de contribuição indirecta, que lhe foi hoje entregue, que deve Antonio José Branquinha de Cabeçaes, da segunda prestação de 1859 a 1860	202$775
» »	Idem de um dito de contribuição indirecta de 1859 a 1860, que lhe foi hoje entregue, que deve o mesmo Antonio José Branquinha...	5$000
» »	Idem de um dito de contribuição indirecta de 1859 a 1860, que lhe foi hoje entregue, que deve Joaquim José de Sequeira.....	17$300
» »	Pela importancia de contribuições directas que recebeu desde 3 de julho ultimo até hoje, como consta do livro de sua responsabilidade.....	370$377
» »	Idem de contribuição indirecta que recebeu durante o mesmo periodo, como consta do dito livro.....	501$890
» »	Idem de multas, por transgressões de posturas, que recebeu no mesmo periodo como consta do dito livro	3$000
	Somma a receita..... reis	1:883$233
» 31	Deduz-se que recebeu o ex-thesoureiro Julio Antonio Ferreira, de Antonio Candido, de que não deu conta, e que por isso lhe faz carga, como consta da rectificação de contas no livro das sessões a folhas 119 v.....	70$000

DIVIDAS ACTIVAS.

Pelas quaes se não responsabilisa o thesoureiro, por não constarem de documentos de cobrança que existam em seu poder.	
Deve-se de contribuição directa dos annos de 57-58 a 58-59, cujos documentos existem na mão dos cobradores das freguezias.....	331$565
Deve João de Paiva e Silva de Cabeçaes, arrematante que foi da contribuição indirecta do extincto concelho de Fermedo no anno de 1854 a 1855... 287$230	
Deve o mesmo da pena de 6 por cento a que se obrigou, e em que incorreu, por não ter pago no tempo estipulado na arrematação..... 17$233	304$463
Devem os ex-thesoureiros Salvador Joaquim Ferreira e seu filho Julio Antonio Ferreira, por rectificação de contas, que constam do auto de camara de 22 de dezembro de 1859 a folhas 119 v.....	292$480
Deve o cofre dos expostos do districto, com applicação para as despezas com os expostos até o fim de dezembro de 1845, nas contas da camara prestadas em 4 de setembro de 1850 e approvadas pelo conselho de districto em sessão de 12 de março de 1852...	277$576
Somma..... reis	1:206$084

DIVIDAS ACTIVAS A VENCER EM 30 DE JUNHO DE 1860.

Do arrematante dos assentos de Cabeçaes.....	5$000
Do arrematante dos assentos e barracas desta villa	17$000
Do arrematante da contribuição indirecta de vinho, carne e aguardente.....	405$550
De contribuição directa 25 por cento sobre decimas	739$140
Reis.....	2:373$074

DATAS 1859	MOTIVOS DE CREDITO.	IMPORTANCIA
Julho 16	Pela importancia das folhas que pagou aos empregados de seus vencimentos dos mezes de março, abril, maio e junho de 1859.....	187$797
» »	Idem da folha do 4.º trimestre de 1858 a 1859, que pagou ás amas dos expostos	63$150
» »	Idem do mandado que pagou á camara de Oliveira de Azemeis, do sobejo da quota dos expostos do primeiro trimestre de 1858 a 1859.....	52$410
» »	Idem do mandado que pagou a Hypolito de Beça, de armação e caixas nas funcções reaes de 1858 a 1859.	5$265
» »	Idem do mandado que pagou de diminuição de cera nas mesmas funcções.....	1$740
Agosto 4	Idem do mandado que pagou a João de Souza, official de diligencias do extincto concelho de Fermedo, de divida que se lhe ficou devendo.....	14$400
» 9	Idem do mandado que pagou á camara da Feira, do sobejo da quota dos expostos, da 4.ª prestação.....	43$969
» 24	Idem do mandado que pagou a Manoel Teixeira dos Barreiros, por conta da estrada de Santa Luzia.....	7$200
Outubro 17	Pela importancia do mandado que pagou a Manoel Teixeira dos Barreiros, resto da construcção da estrada de Santa Luzia.....	21$600
Novb.ro 2	Idem das folhas que pagou aos empregados da camara e administração do concelho, dos mezes de julho, agosto, setembro e outubro de 1859.....	187$796
» »	Idem da folha que pagou ás amas dos expostos do 1.º trimestre de 1859 a 1860.	54$300
» 16	Idem do mandado que pagou á camara de Oliveira d'Azemeis, do sobejo da quota dos expostos, da 1.ª prestação de 1859 a 1860	52$270
Dezb.ro 23	Idem do mandado que pagou a Antonio Augusto Ferreira Brandão por conta das calçadas que arrematou...	50$000
» »	Idem das folhas que pagou aos empregados da camara e administração do concelho, dos mezes de novembro e dezembro de 1859 ..	99$670
» 28	Idem do mandado que pagou de decimas dos empregados, terças da camara, e contribuição para a universidade do anno de 1859...	93$824
» 29	Idem do mandado que pagou de decima de tres empregados, do anno de 1857	34$499
» »	Idem do mandado que pagou de despeza do expediente da secretaria.....	5$710
» »	Idem do mandado que pagou a Antonio Joaquim de Pinho Carneiro de custas de duas cauzas que a camara moveu contra Julio Antonio Ferreira, e João de Paiva e Silva.....	2$480
» 30	Pela importancia do mandado que pagou ao dr. Antonio Teixeira de Brito, pelo trabalho que teve com requerimentos dos leligios, redacção de representações, actas e informes pedidos a esta camara pelo governador civil.....	16$000
» »	Idem do mandado que pagou a José Joaquim Soares pelo trabalho que teve com a escripturação do recenseamento eleitoral do corrente anno de 1859, e lhe foi arbitrado pela commissão, como consta da acta, archivada nesta camara...	45$000
» »	Idem do mandado que pagou ao official de diligencias d'esta comarca Joaquim Ferreira, pelo trabalho que teve com o expediente do mesmo recenseamento, e lhe foi tambem arbitrado pela commissão, como consta da mesma acta	5$000
» »	Idem do mandado que recebeu, pelo que havia abonado na causa promovida pela camara contra João de Paiva e Silva de Cabeçaes, e com os sellos na execução contra Manoel Soares Adegas.....	1$510
» »	Idem do mandado que recebeu do premio de 1 por cento pela receita effectiva do anno economico de 1858 a 1859, e 1.º semestre de 1859 a 1860.....	25$694
	Somma a despeza.....rs.	1:071$284
» 31	Fica de saldo em poder do thesoureiro em dinheiro e documentos de cobrança sete centos quarenta e um mil nove centos quarenta e nove reis.....	741$949
	Réis....	1:813$233

DIVIDAS PASSIVAS

Deve a camara ao cofre central dos expostos, de sobejos do 1.º e 4.º trimestre de 1857 a 1858.....	36$234
Deve a mesma ao dito cofre dos expostos o 2.º trimestre de 1859 a 1860...	107$119
Deve mais a mesma camara ao arrematante das calçadas da Villa e Burgo, e ponte do Arieiro.....	224$160
Somma.....rs.	367$513

Arouca 31 de dezembro de 1859. E eu Joaquim Augusto Pinto de Magalhães, escrivão da camara que o subscrevi e vou assignar com os vereadores e thesoureiro desta camara, Antonio José de Souza; Antonio José d'Araujo Camizão, Manoel Ferreira de Brito, Francisco Gomes Coelho, Ignacio Ernesto Brandão de Mendonça, o thesoureiro Aires Antonio José Alves Maia, J. A. Pinto de Magalhães.

Propostas de lei apresentadas pelo sr. ministro e secretario de estado dos negocios ecclesiasticos e de justiça, em sessão de 29 de fevereiro de 1860.

PARTE VI

TITULO UNICO.

Dos tabelliães de notas e escrivães.

Art. 189.º Em todas as comarcas do reino e ilhas adjacentes poderá haver um ou mais tabelliães privativos de notas.

Art. 190.º Os escrivães dos juizes de direito em todas as comarcas do reino e ilhas poderão deixar de accumular com estas funcções as do tabellionato.

§ unico. E' concedida ao governo auctorisação permanente para designar as comarcas, onde esta desaccumulação deve ter logar, tendo em vista a conveniencia do serviço publico e a garantia dos vencimentos necessarios aos escrivães e tabelliães para sua decente subsistencia.

Art. 191.º Os logares de tabellião de notas e de escrivães serão divididos em tres classes distinctas.

§ unico. A primeira classe comprehenderá os logares de tabellião e escrivão nas capitaes das comarcas de primeira classe, e nos districtos criminaes de Lisboa e Porto. São equiparados aos logares de primeira classe, para todos os effeitos d'esta lei, com a unica excepção do artigo 197.º § 1.º, os logares de escrivães junto aos tribunaes de segunda instancia.

A segunda classe comprehenderá os logares de tabellião e escrivão nas capitaes das comarcas de segunda e terceira classe.

A terceira classe comprehenderá os logares de tabellião conservados nos julgados supprimidos; e os de escrivão do juizo de paz.

Art. 192.º O provimento dos logares de escrivão e tabellião em qualquer classe terá logar por concurso, com exame escripto e oral sobre theoria e pratica do tabellionato ou dos conhecimentos necessarios ao officio de escrivão. Quando o logar a prover comprehender as funcções de escrivão e tabellião, o exame versará sobre um e outro ramo de conhecimentos.

§ 1.º Para o provimento dos logares de primeira e segunda classe serão feitos os concursos perante a relação do respectivo districto judicial.

§ 2.º Para o provimento dos logares de terceira classe terá logar o concurso na capital do respectivo districto administrativo.

§ 3.º Nos districtos administrativos de Lisboa e Porto os concursos para os logares de terceira classe serão tambem feitos perante a relação.

§ 4.º No regulamento respectivo será estabelecida a organisação do jury e a forma dos exames.

Art. 193.º Para a admissão ao concurso do logar de tabellião e escrivão de qualquer classe, é necessario que os concorrentes tenham pelo menos 22 annos de idade; e que se mostrem sem culpa, isentos do recrutamento, e de qualquer responsabilidade para com a fazenda

§ unico. Ficam dispensados da prova do primeiro d'estes requisitos os individuos que tiverem curso completo de sciencias juridicas.

Art. 194.º Os concorrentes aos logares de primeira classe deverão ter alguma das seguintes habilitações:

1.º Um curso completo de sciencia juridica

2.º Um curso de tabellionato, logo que este seja creado; podendo por ora ser supprido por um curso da paleographia e diplomacia.

3.º Cinco annos ou mais de bom e effectivo serviço como tabelliães ou de escrivães de segunda classe

Art. 195.º Os concorrentes aos logares de segunda classe deverão ter qualquer das seguintes habilitações:

1.º Alguma das que tratam os n.os 1.º e 2.º do artigo antecedente.

2.º Um curso completo de instrucção secundaria.

3.º Cinco annos ou mais de bom e effectivo serviço como tabellião ou escrivão de terceira classe.

Art. 196.º Em todos os concursos dará preferencia, em igualdade de circumstancias, a maior das habilitações litterarias.

Art. 197.º As transferencias só poderão ter logar dentro da mesma classe, ou para classe inferior.

§ 1.º Os logares de escrivães dos tribunaes de segunda instancia não poderão ser providos por transferencia, sem que os transferidos tenham pelo menos cinco annos de serviço em logar de primeira classe.

§ 2.º As transferencias para classe superior só poderão ter logar como restituição para individuos que n'ella tenham estado.

Art. 198.º O primeiro provimento dos logares de tabellião privativo na conformidade do artigo 189.º poderá ser feito sem concurso n'aquelles escrivães de juizo de direito das respectivas comarcas, que pela separação das funcções forem julgados desnecessarios ao serviço do tribunal, ou nos escrivães dos juizos ordinarios supprimidos, dentro das respectivas classes com tanto que não tenham nota de mau serviço.

Art. 199.º E' o governo auctorisado para conceder licença ao escrivão e tabellião que por sua avançada idade ou impedimento physico permanente, legalmente comprovado, se impossibilitar de exercer o seu officio, para se substituir no desempenho de todas as suas funcções por um ajudante por elle proposto e approvado pelo governo, precedendo informação do juiz de direito e presidente da relação respectiva, e agente do ministerio publico, perante o mesmo juizo ou tribunal.

(Continua)

SECÇÃO DE COMMUNICADOS.

Intruso, na arena da critica — porque sou nada lido, talvez diga algumas heresias que façam estremecer os criticos matriculados: (?) Más que importa? Eu amo a minha classe parochial: — amo, e venero com todo o acatamento, a religião do meu paiz, que não é outra, se não a catholica — apostolica, romana. Epor defferencia a este amor, não posso deixar passar, sem um protesto de reprovação energica, o projecto de lei de congruas parochiaes, apresentado pelos deputados Alves Feijó, e Encarnação Coelho, na sessão de 17 d'abril, do corrente anno. — Eu ia lendo o n.º 824 do jornal o *Campeão das Provincias*; e com gosto lia eu a doutrina do artigo do fundo contra a fusão iberica; e bem disia o seu escriptor, que tão sabiamente — com a convicção da chronologia, sustenta a nacionalidade portugueza. Mas ao virar folha, li em seguida a primeira columna, e a segunda até onde vem assignados os taes dous deputados, Feijó, pelo circulo do Mogadouro, e Encarnação Coelho, pelo circulo de Figueiró dos Vinhos. A respeito da boa fé, e capacidade destes dous deputados, quero esmurrar ou machucar os bicos á penna, para não dizer algum disparate. Ou melhor, deixarei aqui uma lacuna, para não meter-me a devassar os motivos, e a rasgar a hipocrisia traiçoeira, vergonhosa, e criminal, d'estes dous procuradores do povo, d'estes deputados da nação portugueza, que entre os variados interesses do povo, deviam tambem sustentar as prerogativas da igreja; porque reuniões d'agora em S. Bento, são como as de Santa Maria d'Almacave, d'então, e como os Synodos d'antes, e depois.....

Quero calar-me, á vista d'este projecto, de congruas parochiaes. Aos parochos de Figueiró, e do Mogadouro — cabe melhor apreciar o talento, a religião, e o tino dos seus procuradores ás cortes; e retirar-lhes a procuração por incapazes, ou esta incapacidade proceda do entendimento ou da vontade, abafem-se srs. deputados, que estão suados!!!

O que eu não deixarei sem censura é o 3.º assignado, por baixo dos deputados, Antonio dos Santos Lessa. Levemos isto de outro modo: o ridiculo é o estilo proprio para este assumpto: não devemos chorar, e lastimar sempre, que um deputado agarre uma procuração, para ir ao parlamento dar de si a triste idea de tolo, ou mau. Menos nos deve admirar aquillo, que mais frequente se encontra, portanto viremos folha; deixemos os srs. deputados, e perdoem, se os tenho tractado com menos cortezia..... Eu vou fallar com o que está a baixo dos dous (?)

Quem é v. sr. Antonio dos Santos Lessa? Deputado não: aliás disia-o, descobria a cara, e o circulo por onde representa! Então que é, e a que fim subscreveu a fatal sentença de morte da classe parochial em Portugal?? Cá me parece, que v. e algum coveiro, que anda armado d'enchada, e picareta, junto aos dous assassinos dos parochos, para ter o depravado gosto d'os enterrar simivivos em covas bem fundas para que em pouco (se esse delirio vingasse) quando não houver throno, nem altar, ninguem veja vestigios de que a igreja tivera ministros. Sr. Lessa, (perdoe, que eu não o conheço) quer um conselho? Eil-o ahi vae. Enterrar os mortos é obra de christão; matal-os porem é officio de Cains, que a christandade reprova; deixe pois esse officio por indecoroso e reprovado, pelos homens, por Deus, e pela religião da patria. Os cadaveres dos assassinados devem conservar-se um pouco sobre a terra, para attestar o criminoso, e occasionar o desvio do crime pelo castigo.

Agora illm.ª redacção do *Campeão das Provincias*, um favor á classe parochial, e um dever ao vosso caracter serio, e independente. Meditae o projecto; e se achareis que elle está em diametral opposição com os diseres do vosso prologo ao mesmo projecto, reconsiderae, ou fazei mais, uni a vossa illustração aos meus humildes clamores, e publicae — com a eloquencia que vos é proverbial, que o alludido projecto é em tudo pessimo, e chega mesmo a fazer desapparecer das freguezias a auctoridade parochial, submettendo os parochos, á dependencia directa, e forçada do regedor, e da junta de parochia, para avaliar o seu serviço, e só segundo as boas informações d'estes «bebados e estupidos» (com pequenas excepções) pagar-se-lhes. Os parochos ficam abaixo de tudo; são comparados ás amas dos expostos, a quem se não paga, se o regedor não quer.

Eu não ouso fazer mais ponderações; porque sei, que essa illustre redacção nutre boa doutrina sobre o ponto dado. Peço desculpa, e que compare o prologo com o projecto; e terei então a honra d'os ver concordar com o vosso leitor.

Francisco José da Costa.

SECÇÃO PARLAMENTAR.

Camara dos dignos pares.

Sessão em 16 de maio.

PRESIDENCIA DO EX.mo SR. VISCONDE DE LABORIM.

Abriu-se a sessão ás 2½ horas da tarde estando presentes 28 dignos pares.

A acta da sessão antecedente foi lida e approvada.

Deu-se á correspondencia o competente destino.

O sr. F. P. de Magalhães, mandou para a mesa um requerimento, renovando a iniciativa d'um projecto de lei, que apresentou em 27 d'abril de 1846, e que se acha publicado no *Diario do Governo* n.º 109 do mesmo anno; e pediu que este projecto seja remettido á commissão de legislação, bem como a sua urgencia; que foi approvada.

O sr. visconde de Gouvêa, chamou a attenção da mesa para o atraso em que andam as sessões d'esta camara, sobre o que fez várias reflexões, concluindo por dizer que aguarda a resposta da mesa.

O sr. presidente, respondeu que a mesa se ha de occupar com todo o cuidado d'este objecto, e não se esquecerá de satisfazer por todos os modos ao seu alcance ao digno empenho de s. ex.ª

O sr. marquez de Niza, annunciou que deseja interpellar o sr. ministro das obras publicas ácerca das estações do caminho de ferro de leste, que se pretendem extinguir.

Mandou se fazer o competente aviso.

O sr. visconde de Gouvêa, leu e mandou para a mesa um projecto de lei para abolição dos vinculos; e pediu que fosse a uma commissão especial e publicado no *Diario de Lisboa*.

A camara resolveu affirmativamente.

O sr. marquez de Niza, disse que a camara se deve recordar sem duvida de que elle (orador) já tem fallado sobre a necessidade d'uma lei a respeito dos vinculos; e que tendo elaborado um projecto sobre este objecto, o iria tambem apresentar, visto o sr. visconde de Gouvêa ter agora revivido este importante assumpto.

Em seguida o digno par leu e mandou para a mesa o seu projecto, e pediu que seguisse os mesmos tramites que se tinham concedido ao do sr. visconde de Gouvêa.

A camara resolveu affirmativamente.

O sr. visconde de Balsemão, propoz que fizessem parte da commissão sobre vinculos, como membros consultivos, todos os dignos pares que tivessem administrações, e pedindo a urgencia não foi admittida.

O sr. Larcher, requereu que fizessem parte da commissão das obras publicas os srs. visconde de Athouguia e Thomaz d'Aquino.

A camara annuiu.

O sr. visconde de Sá, chamou a attenção do governo sobre a conveniencia de collocar uma estação do caminho de ferro o mais proximo possivel a Santarem; e sobre o pagamento d'uma divida do municipio d'aquella villa em vista da falta de meios, em que se acha para accudir aos necessarios melhoramentos da mais instante utilidade dos povos.

O sr. visconde da Luz, disse que sente não estar presente o sr. ministro das obras publicas para competentemente responder a s. ex.ª; mas que póde comtudo certificar ao nobre visconde que o governo attenderá as considerações de s. ex.ª quanto á estação de Santarem.

O sr. ministro do reino, disse que respeito a divida do municipio de Santarem, (sendo ella do numero d'aquellas a que se deve attender), o governo a terá na consideração devida.

O sr. marquez de Ficalho, mandou para a mesa um parecer da commissão d'agricultura, conformando-se com o da commissão de fazenda ácerca dos direitos das aguardentes.

O sr. visconde de Gouvêa, requereu uma commissão especial para o seu projecto de lei.

A camara resolveu que sim que fosse composta de sete membros e se nomeasse na sessão seguinte.

O sr. visconde de Fonte Arcada, realisando a sua interpellação ao sr. ministro do reino sobre o bem notorio emprestimo do livro intitulado *Tirant lo Blanco*, fez muito graves e ponderosas reflexões sobre este objecto, que desdoira os authores do emprestimo e põe ao desbarato os mais ricos monumentos da litteratura e das sciencias, tão caros aos nossos sabios e a todo o paiz.

O sr. ministro do reino, respondeu satisfatoriamente o mais que é possivel sobre este assumpto tão ventilado pela imprensa, certificando que o livro está na mão do sr. duque de Saldenha.

Ainda fallaram sobre este mesmo objecto o sr. visconde de Fonte Arcada, Balsemão, e o sr. conde da Taipa, terminando a final o incidente.

O sr. marquez de Vallada, mandou para a mesa um requerimento para que venham a esta camara todos os documentos, que estão na camara dos srs. deputados relativos á moeda falsa.

O sr. visconde de Fonte Arcada, mandou para a mesa um parecer da commissão de petições relativo ao pedido de Antonio José Nogueira para ser empregado subalterno d'esta camara.

O sr. presidente, disse que a ordem do dia para sexta feira (18) será o parecer da commissão de agricultura acerca das aguas ardentes e levantou a sessão.

Eram 5 horas da tarde.

Camara dos srs. deputados.

(SESSÃO DE 18 DE MAIO)

Presidencia do sr. Bartholomeu do Martyres

Abriu-se a sessão á ½ hora depois do meio dia, estando presentes 80 srs. deputados

A acta da sessão antecedente foi lida e approvada.

Deu se á correspondencia o competente destino.

O sr. Eleuterio Dias pediu á commissão d'instrucção publica, que dê o seu parecer sobre os differentes assumptos, que lhe estão subjeitos, e cuja demora está prejudicando os interesses, e refere-se especialmente ao requerimento d'um estudante, que está n'essa commissão.

O sr. Thomaz de Carvalho disse que a commissão tem todos os seus trabalhos distribuidos, e já deu o seu parecer a respeito d'alguns, e emquanto áquella a que especialmente se referiu o sr. deputado, pode informar que a commissão resolveu negativamente.

O sr. Eleuterio Dias pediu pela quarta vez que o governo remettesse á camara as contas do theatro de D. Maria II e S. Carlos.

O sr. Ferrer mandou para a mesa uma representação dos habitantes da cidade de Coimbra e dos concelhos proximos, contra as medidas financeiras apresentadas pelo governo.

O sr. Silva Cabral mandou para a mesa uma representação dos habitantes do concelho de Fornos d'Algodres contra as medidas de fazenda, e mais assignaturas dos habitantes do concelho de Torres-Vedras no mesmo sentido.

E dirigindo-se ao sr. presidente, pediu ser informado se já tinham apparecido os papeis relativos ás obras da barra de Villa Nova de Milfontes, porque aliás quer requerer, que de novo se peçam esses trabalhos aos engenheiros que os confeccionaram.

O sr. presidente informou sobre as diligencias, que tem feito para procurar esses papeis, mas não tem sido possivel concentral-os.

O sr. Mousinho disse que a commissão d'obras publicas tinha pedido os esclarecimentos a que se referiu o sr. deputado, e tendo em resposta que tinham sido remettidos para a camara em 1854, e não apparecendo elles aqui, tencionava pedir ao governo que sollicitasse dos engenheiros que os fizeram, os estudos relativos ás obras da barra de Villa Nova de Milfontes.

O sr. Silva Cabral mandou para a mesa um requerimento ao governo n'este sentido.

O sr. Affonseca mandou para a mesa uma proposta, que ficou para segunda leitura.

O sr. Monteiro Castello Branco pediu ao sr. presidente que marcasse o dia de ámanhã para verificar a interpellação annunciada ao sr. ministro das obras publicas sobre a directriz da estrada de Coimbra a Ceira.

O sr. presidente disse que essa interpellação terá logar no primeiro dia, em que poder dar as interpellações para ordem do dia.

O sr. Antonio Feio mandou para a mesa 2 representações; uma das religiosas do convento do Bom Jesus de Vianna do Alemtejo, e outra de 124 sr.as que vivem nos conventos do Paraiso, de Santa Clara, Santa Monica, S. José, S. Bento e do Salvador da cidade d'Evora, contra a desamortisação dos bens das freiras.

O sr. Palma mandou para a mesa alguns pareceres da commissão d'obras publicas, e uma proposta para ser aggregado á mesma commissão o sr. Pedro Roberto Dias da Silva.

Foi approvada a proposta.

O sr. Justino de Freitas mandou para a mesa uma representação da camara municipal de Coimbra, pedindo a concessão de parte d'um terreno para a abertura d'uma rua.

O sr. Faustino da Gama mandou para a mesa duas representações: uma dos habitantes do concelho de Pombal, e outra de alguns contribuintes das freguezias ruraes do concelho de Leiria, ambas contra as medidas de fazenda.

O sr. Alves Martins mandou para a mesa uma representação dos habitantes de Fafe contra as medidas financeiras do governo.

E perguntou ao sr. ministro da justiça se tinha recebido uma representação dos povos de Cêa, queixando-se da falta de justiça por não terem juiz que lh'a administre.

E perguntou ao sr. ministro das obras publicas quando tenciona apresentar as medidas que prometteu ácerca do Douro.

O sr. ministro das obras publicas declarou que tenciona na seguinte semana apresentar o projecto relativo ao Douro, e a demora da apresentação d'este projecto provém de prender com outros, que tambem quer apresentar.

O sr. ministro da justiça disse que podia assegurar ao sr. deputado que a comarca de Cêa não tem estado sem juiz.

O sr. Coelho do Amaral referindo-se a uma proposta que apresentou ha dias, assignada por mais alguns srs. deputados para se fazer um ramal da

estrada da Raiva á Foz Dão, approveitava agora a presença do sr. ministro das obras publicas para chamar a sua attenção sobre a importancia d'esta obra.

O sr. Mousinho mandou para a mesa uma representação de 40 principaes contribuintes do concelho de Leiria, em sentido contrario a outra, ha dias apresentada contra as medidas financeiras do governo.

O sr. Barroso mandou para a mesa uma representação da camara municipal de Vizeu, adduzindo ponderosas considerações para não ser classificada terra de segunda ordem na tabella dos impostos industriaes.

Mostrou a urgente necessidade de se proceder á construcção do lanço de estrada de Vizeu a Mangualde, mandando para a mesa uma proposta sobre este objecto.

Differentes srs. deputados mandaram para a mesa representações.

O sr. Mello Soares mandou para a mesa uma proposta para que as inscripções dos srs. deputados, que pretenderem fallar antes da ordem do dia seja feita pelos proprios srs. deputados n'um caderno para esse fim patente sobre a mesa, preferindo no mesmo dia a ordem da inscripção, e no seguinte a chronologia para aquelles que não estiverem na salla quando chamados a usar d'ella.

Declarada urgente, e logo approvada sem discussão.

Foi lida e approvada a ultima redacção do projecto de lei n.º 21.

ORDEM DO DIA.

Discussão na generalidade do projecto de lei n.º 41.

E' o seguinte:

Artigo 1.º E' approvado, na parte que depende da sancção legislativa, o contracto celebrado em 4 de dezembro de 1859, entre o governo e Charles Anglois, para a construcção das estradas mencionadas na tabella annexa ao dito contracto, o qual vae junto á presente lei e d'ella faz parte.

Art. 2.º O governo dará conta, em cada sessão legislativa, do estado das obras e do modo como o contracto tiver sido executado.

Art. 3.º Fica revogada a legislação em contrario.

Leu se na mesa o requerimento que a respeito d'este contrato foi dirigido a esta camara pelos srs. José Isidoro Guedes e visconde de Horta.

A requerimento do sr. Xavier da Silva resolveu-se que este requerimento fosse impresso no *Diario* de ámanhã para poder ser avaliado pelos srs. deputados.

O sr. Pinto Carneiro (sobre a ordem) mandou para a mesa uma representação da camara municipal de Murça, pedindo a approvação do projecto.

O sr. Moraes Soares (sobre a ordem) mandou para a mesa um acto addicional a este projecto, que segundo a resolução da camara para ser tomado em consideração na discussão especial.

O sr. Gaspar Pereira fez algumas considerações contra o projecto, e provando que o concurso começa a contar-se do dia seguinte áquelle em que se assigna o contracto provisorio.

O sr. Coelho de Carvalho disse que ainda que se conforma com o projecto em geral, por dar esperanças de que o paiz seja dotado de boas estradas, parece lhe comtudo que se devem admittir algumas alterações.

Emquanto á contagem dos dias para o concurso, diria que os individuos excluidos por não virem no praso marcado, emquanto satisfizessem ás demais condições, não tinham rasão para se queixarem.

O sr. B. J. Garcez tambem combateu o projecto por entender que elle se oppõe ás grandes empreitadas as quaes são muito vantajosas para o progresso das obras d'esta naturesa.

Notou tambem a falta de estudos que ha para certas estradas, e se acaso o projecto for approvado, tem esses estudos de ser feitos pela empresa, o que a experiencia tem mostrado quasi sempre desproveitoso para o paiz; e se porventura o illustre ministro annuiu a certas condições, que se acham no contrato foi seguramente por s. ex.ª não estar ao facto d'estes jogos de empresas.

E depois de muitas outras considerações mostrando os inconvenientes que hão de resultar da approvação do contrato, concluiu votando contra o projecto.

O sr. presidente dando para ordem do dia de ámanhã a continuação da de hoje, e na ultima parte, se houver tempo, a interpellação annunciada ao sr. ministro das obras publicas pelos srs. Secco e Monteiro Castello Branco; levantou a sessão.

Eram 4 horas.

(Sessão em 18 de maio.)

PRESIDENCIA DO EX.mo SR. VISCONDE DE LABORIM

A's duas horas e meia abriu se a sessão estando presentes 29 dignos pares.

Foi lida e approvada a acta da sessão antecedente.

Deu-se á correspondencia o destino competente.

O sr. Larcher, mandou para a mesa o parecer da commissão de fazenda e obras publicas sobre o contracto do caminho de ferro de Evora a Beja.

O sr. visconde da Gouvêa, referindo se ao que dissera na sessão passada ácerca da publicação das sessões, perguntou á mesa se podia já hoje dar-lhe alguma informação.

O sr. presidente, disse que ia satisfazer a s. ex.ª mandando ler os esclarecimentos, que ha a este respeito.

Fez se a leitura.

O sr. visconde de Gouvêa, patenteou que visto este negocio se dever tratar com alguma demora, suspendia a sua palavra sobre este assumpto, que não perderia de vista e cuja urgencia recommendava.

O sr. visconde de Fonte Arcada, renovou a iniciativa ácerca do seu projecto sobre vinculos proposto em junho de 1855, chamando sobre elle a attenção da commissão de legislação.

O sr. barão de Porto de Moz, annunciando-se que se ia a entrar na ordem do dia, declarou que o parecer sobre as aguas-ardentes dado pela commissão de agricultura não chegára ao seu conhecimento.

O sr. visconde d'Athoguia, fez ver que sendo este objecto da iniciativa do governo convém que esteja presente á discussão algum membro do ministerio.

O sr. marquez de Niza, disse que emquanto não apparece nenhum dos srs. ministros lhe parecia conveniente proceder á eleição da commissão para examinar o projecto do sr. visconde de Gouvêa.

O sr. barão do Porto de Moz, julgou ser mais regular o esperar pelo sr. ministro do reino que sem duvida se apresentará com brevidade n'esta casa, logo que se lhe faça constar que a sua presença aqui é necessaria.

Tendo progredido a discussão sobre este objecto, em que tomaram parte os srs. viscondes de Gouvêa e de Castro, e o sr. presidente, entrou o sr. ministro do reino, com o que terminou o incidente.

O sr. marquez de Vallada, mandou para a mesa um requerimento de muitos proprietarios contra a admissão das aguas ardentes extrangeiras: — e juntou que approveitava a palavra para perguntar qual tinha sido o destino, que teve um seu requerimento feito na sessão passada, pedindo varios documentos.

O sr. presidente disse que os documentos ainda não tinham vindo.

O sr. secretario, leu o parecer da commissão de agricultura sobre o projecto das aguas-ardentes.

O sr. visconde de Fonte Arcada, fez varias considerações sobre a irregularidade no numero de membros, em que se acham estas commissões, notando por isso a preponderancia, que se segue d'uma sobre a outra, o que julgou de grave inconveniencia.

O sr. presidente deu explicações.

O sr. visconde de Balsemão, mostrou a necessidade de se saber qual é a producção dos nossos vinhos para assim poder conhecer da quantidade de aguardente necessaria para a sua conservação; — que era conveniente que se attendesse aos gráos d'ella para assim se poder fazer idéa da sua applicação, notando ainda outras miudesas, á que toda administração deve em rigor attender.

O sr. ministro do reino, fallou largamente sustentando o pensamento do projecto, que vem a ser o pôr uma barreira ao contrabando, sempre prejudicial a todos os ramos de industria, e parecendo-lhe que a mesma compostura dos nossos vinhos ganhará com a introducção de boas aguas ardentes.

Julgada a materia discutida, e posto o projecto á votação foi approvado na sua generalidade.

Discussão na especialidade.

Artigo 1.º

O sr. marquez de Niza, disse que tendo assignado o parecer como vencido lhe competia dar a rasão do seu voto, e passando a sustental o disse que não podia convir na introducção de aguas-ardentes que não fossem para a conservação e compostura dos nossos vinhos, entendendo que não se devia dar entrada a aguas-ardentes mas, feitas de grãos e d'outras materias pouco convenientes aos vinhos não devendo ser de menos de 28 grãos, e concluiu mandando para a mesa uma substituição ao art. 1.º

Foi admittida e entrou em discussão.

Tomaram ainda parte na discussão os srs. conde da Taipa, visconde de Gouvêa, e barão de Porto de Moz; e tendo dado a hora.

O sr. presidente, dando para ordem do dia de 21 (segunda feira) a continuação da que está dada levantou a sessão.

Eram 5 horas da tarde.

SECÇÃO OFFICIAL

MINISTERIO DAS OBRAS PUBLICAS COMMERCIO E INDUSTRIA.

Contracto definitivo celebrado com D. José de Salamanca, para a construcção dos caminhos de ferro de Lisboa ao Porto e de Lisboa á fronteira de Hespanha, a que se refere a carta de lei d'esta data.

(Continuado do n.º antecedente.)

Art. 40.º O governo concedeu mais á mesma empreza, desde a data deste contracto até que as linhas ferreas se achem em estado de exploração, entrada livre de quaesquer direitos pelas alfandegas a todos os materiaes e utensilios, machinas, combustiveis e mais objectos que forem necessarios para a construcção e exploração da linha ferrea.

§ 1.º Depois de se achar em estado de exploração a dita linha, essa isempção continuará por mais dois annos tão sómente para as machinas e combustivel destinados á exploração da linha ferrea.

§ 2.º As disposições do principio deste artigo e seu § 1.º são applicaveis á collocação da segunda via, mas só pelo que respeita ao material que lhe corresponde.

§ 3.º A empreza conformar-se-ha com os regulamentos fiscaes que forem necessarios para prevenir o abuso d'esta concessão.

Art. 41.º Concede mais o governo á mesma empreza, sem encargo algum, todos os terrenos do estado, que devem ser occupados pelas linhas que fazem o objecto d'este contracto, e edificios respectivos, bem como todas as madeiras que estiverem sobre os mencionados terrenos.

Art. 42.º Quaesquer expropriações que a empreza houver de fazer para as obras do caminho de ferro contractado, serão reguladas amigavelmente, ou pelas leis respectivas, tanto geraes como especiaes, d's caminhos de ferro, devendo intervir o ministerio publico para auxiliar a empreza em nome do interesse geral, nos termos da lei em vigor, ou d'aquellas que venham a promulgar-se para facilitar estas expropriações.

Art. 43.º Concede em fim o governo á mesma empreza a faculdade de desviar correntes e alterar a direcção de caminhos, uma vez que a construcção da linha ferrea assim o exija, devendo em todos os casos regular-se pelas leis sobre a expropriação por utilidade publica, que lhe deverão ser applicadas, e sujeitar-se á previa approvação.

CAPITULO III

Condições que regulam o modo como deve ser feita a exploração concedida á empreza pelo artigo 24.º do contrato.

Art. 44.º Para regular os preços da conducção de passageiros, gado e mercadorias, adoptar-se hão como base as tarifas actualmente em vigor no caminho de ferro de leste, ficando os seus preços estabelecidos como maximes até á conclusão do caminho de ferro á fronteira.

§ 1.º Terminado o caminho de ferro á fronteira, serão as tarifas modificadas por accordo entre o governo e a empreza.

§ 2.º Cinco annos depois de entregues á exploração as linhas de leste e do norte, e consecutivamente de cinco em cinco annos, proceder-se-ha á revisão das tarifas.

§ 3.º Reduzidos uma vez os preços para qualquer classe de passageiros ou de mercadorias, não poderão augmentar-se senão passados seis mezes.

§ 4.º Na falta de accordo entre o governo e a empreza, á cerca das modificações a introduzir nas tarifas do caminho de ferro de leste, tanto depois de concluido o caminho até á fronteira, como nas epochas marcadas para a revisão, terá cada uma das partes o direito de estabelecer, desde logo, como maximos os preços das tarifas francezas, que n'esse tempo estiverem em vigor para os caminhos de ferro francezes, se não forem superiores aos que vigorarem anteriormente, no caso da revisão de que trata o § 1.º

§ 5.º Entende-se por tarifas que estiverem em vigor nos caminhos de ferro francezes as tarifas que constarem dos cadernos de condições (cahiers des charges) das concessões de caminhos de ferro feitas em França, ou as que vigorarem em virtude de lei d'aquelle paiz.

§ 6.º Se o governo julgar que, sem prejuiso dos interesses da empreza, podem reduzir-se as tarifas, e esta não accordar na reducção, poderá ella ser levada a effeito por uma lei, garantindo á empreza o producto bruto total do ultimo anno, e o augmento progressivo que em termo medio tenha tido no ultimo quinquennio.

§ 7.º Qualquer modificação que, em qualquer tempo, se faça, será annunciada com um mez de antecedencia.

Art. 45.º A percepção dos preços de transporte deverá fazer-se indistinctamente, sem nenhuma especie de favor.

§ 1.º No caso em que a empreza conceda a um ou mais expedidores uma reducção qualquer sobre os preços da tarifa, antes de a pôr em execução, deverá dar conhecimento d'isso ao governo, e este terá o direito de declarar a reducção obrigatoria para todos os expedidores, e applicavel a todos os artigos da mesma natureza. A taxa assim reduzida não poderá ser levantada antes de tres mezes.

§ 2.º As reducções concedidas a indigente não poderão em caso algum dar logar á applicação das disposições que precedem.

Art. 46.º As despezas accessorias não incluidas nas tarifas, taes como deposito, armazem e outras, serão fixadas pela empreza com a approvação do governo.

Art. 47.º A recepção terá logar por kilometros; assim como um kilometro encetado será pago como se fosse percorrido. Exceptua-se d'esta regra toda a distancia percorrida menor de 5 kilometros, a qual será paga por 5 kilometros inteiros.

O peso da tonelada é de 1:000 kilogrammas.

As fracções de peso não serão contadas senão por centessimos de tonelada; assim todo o peso comprehendido entre 0 e 10 kilogrammas pagará como 10 kilogrammas, entre 10 e 20 pagará como 20 kilogrammas e assim successivamente.

Art. 48.º O transporte de objectos perigosos, ou de massas indivisiveis de peso superior a 5:000 kilogrammas, não será obrigatorio para a empreza. As condições d'este transporte poderão regular-se amigavelmente entre ella e os expedidores.

Feito porém accordo com um, não se poderá negar a fazel-o nos mesmos termos, durante tres mezes, pelo menos, com todos os que lhe fizerem igual pedido.

§ 1.º Todo o transporte que necessitar, pelas suas dimensões, o emprego de um ou mais wagons, pagará pela carga inteira do wagon ou dos wagons que empregar, qualquer que seja o peso transportado.

§ 2.º As mercadorias, que a pedido dos expedidores forem transportadas com a velocidade de viajantes, pagarão na razão do dobro do preço ordinario.

§ 3.º Os cavallos e mais gado tambem pagarão, no mesmo caso, o dobro de preço das respectivas tarifas.

Artigo 49.º As mercadorias, volumes, animaes e outros objectos não designados nas tarifas serão qualificados, para o effeito do pagamento dos direitos de transporte, nas classes com as quaes tiverem maior analogia. Esta classificação será feita pela empreza, de accordo com os fiscaes do governo, com recurso para o ministerio das obras publicas.

Continua.

SECÇÃO DE CORRESPONDENCIAS.

Fronteira 19 de maio de 1860 — Sr redactor. — Ainda que alguem é de opinião que os jornaes das provincias se não devem importar com questões, ainda mesmo de interesse publico, uma vez que não tenham uma immediata applicação local, outros ha que seguem diversa opinião, mas seja como for, o objecto de que esta tracta, diz respeito a todas as provincias, e a todas as localidades, e por isso deve merecer seria attenção de toda a imprensa. Uma voz geral, que com magoa se ouve, dá como certo que altas personagens promovem a junção iberica, e accrescentam que em breves tempos ella se ha de effectuar, porque n'isso se mete a França, desejosa de possuir uma parte dos Peryneos, como recompensa dos esforços e medidas que emprega para levar a effeito a annexação de Portugal á Hespanha! E não ha de a imprensa mostrar indignação contra portuguezes degenerados, descendentes d'esses idolatas que opondo-se á aclamação do mestre d'Aviz, fundador da dimnasfia portugueza, protegeram a bandeiras despregadas D. João de Castella!

Não ha de a imprensa stigmatisar esses corruptos filhos degenerados, que concorrem e forcejam para entregar á Hespanha seus irmãos, e a propria patria que lhes deo o ser! Quereião esses portuguezes hespanholados ver repetir as scenas que tiverão logar ha 220 annos?

Se o povo portuguez então acatrunhado pelos Filippes, sem ter ainda uma dimnastia, soube sacudir o jugo hespanhol, hoje que não é necessario aclamar um duque de Bragança, hoje que tem um rei portuguez, forte, sabio e religioso, ha de correr em massa a defender seus direitos, e sua independencia, levando á sua frente, se tanto necessario fôr o proprio monarcha, cuja corôa estão dicididos a sustentar.

Levante pois a imprensa de todas as cores seu brado de indignação contra um tal procedimento, e digo-lhe sem receio.

Não teme Portugal ambiciosa gente
Tem honra, tem valor, amor de gloria
E para apoio seu, collosso ingente.

Tem um rei que faz honra á luza historia
Muito povo fiel, sabio, imminente
E antigos feitos de immortal memoria

De v. etc.
J. M. P. C.

Persellada 19 de maio de 1860. — Sr. redactor. — Tendo sido apurado para servir no exercito, Adelino, filho d'Antonio Rodrigues, deste povo, o sr. administrador deste concelho fez ir á sua presença Manoel Nunes, tambem desta povoação, para averiguar da existencia do dito Adelino.

E' publico que aquelle individuo informára a s. s.ª que o mesmo sorteado, se achava ausente, e que era fallido de bens (sem que elle um só dia se tivesse retirado de casa de seu pae, andando sempre publico, sendo seu pae bom proprietario. Passarão-se mezes, até que ha pouco José Coelho requerendo um inquerito de testemunhas, para a formação d'um corpo de delicto, e não conseguindo que as mesmas dissessem o que sabiam; foi por isso fazer a denuncia do refractario sobredito: pelo que o sr. administrador do concelho passou ordem para a sua captura, que senão effectuou. Pelo art. 242 do Codigo Penal é punido todo o que falta á verdade na declaração, ou informação que com juramento ou sem elle der á auctoridade.

Não resta duvida que houve a falsa informação, e que em virtude d'ella o refractario vivia socegado em sua casa, e assim continuaria, se não houvesse a denuncia.

Estando o Codigo Penal em vigor, tem por tanto de se fazer dar execução ao supracitado artigo, mesmo para arredar qualquer suspeita de conivencia, que se não deve suppor; e cremos que o benemerito sr. delegado da comarca, como fiscal da lei, deverá promover o cumprimento da mesma.

De v. etc.
B. G. d'Oliveira

Beira 20 de maio de 1860 — Sr. redactor — Constando n'estes sitios da expedição para a Africa, desoito mancebos a maioria delles de familias decentes, de Midões, se foram apresentar á auctoridade administrativa, offerecendo seus serviços n'aquellas partes dos dominios portuguezes, com a condição de irem como voluntarios, para servir durante a lucta, finda a qual, poderão regressar á sua patria, ou convindo-lhe continuarem no serviço militar.

E' um rasgo d'abenegação e patriotismo o destes jovens, que trocam o viver no seio paterno, e com as comodidades necessarias á existencia, pois muitos delles pertencem a familias abastadas, para libertar o pendão das quinas, do oprobrio em que jaz n'aquellas regiões inhospitas.

Acrescendo mais que o sr. José da Cunha da Costa Veiga, homem decidido, e com boa fortuna, natural da Povoa de Midões, e que servio como capitão no batalhão nacional, e hoje membro da municipalidade deste concelho, se comprometteu para com aquella auctoridade, a preparar uma companhia fardada e equipada á sua custa, para ir na mesma expedição. Aqui se próva que os filhos aguerridos de Midões não servem sómente para luctas fratricidas, como aquellas por que temos passado, mas sim que dão os maiores rasgos de patriotismo, vertendo seu sangue em prol do nome portuguez.

A partida do correio não me deixa ser mais explicito

De v. etc.
B. G. d'Oliveira

Aveiro 24 de maio de 1860. — Sr. redactor. — Peço a v. se digne publicar no seu jornal os documentos que remetto, no que fará especial obsequio ao seu

Amigo e obrigado.
Paulino Aprigio Pereira Mendes.

Documento n.º 1.

3.ª repartição — Manda a rainha, pela secretaria de estado dos negocios da fazenda, communicar a Paulino Aprigio Pereira Mendes, para seu conhecimento e devida execução, que por decreto de 26 do corrente mez houve por bem nomeal-o para o emprego de escrivão de alfandega de Castello Branco, do qual deverá tirar o seu respectivo provimento no praso de 30 dias. Paço das Necessidades 27 de abril de 1843 Barão do Tojal — Para Paulino Aprigio Pereira Mendes.

Documento n.º 2.

3.ª Repartição. — Sua magestade a rainha foi servida nomear por decreto de 26 de abril ultimo a Paulino Aprigio Pereira Mendes para o logar de escrivão d'alfandega de Castello Branco, determinando que no praso de um mez contado da data do mesmo decreto, entre no exercicio do dito emprego, sob pena de ser provido em outra pessoa, servindo lhe a presente portaria de titulo. — Pelo que manda a mesma augusta senhora, pela secretaria de estado dos negocios de fazenda, que o referido Paulino Aprigio Pereira Mendes sirva n'esta conformidade o mencionado emprego por tempo de um anno, prestando previamente o juramento da lei, e pagando os direitos que dever; de tudo o que se lançarão as verbas necessarias no verso d'esta portaria, que será cumprida como n'ella se contem, pelas auctoridades respectivas Paço das Necessidades 11 de maio de 1843 — Barão do Tojal. Pagou de direitos de mercê sete mil e duzentos reis, que foram carregados ao respectivo recebedor, como constou de um conhecimento em forma n.º 358. Secretaria de estado dos negocios da fazenda 11 de maio de 1843 — João Maria de Torrês. — Pagou cinco mil reis de sello Lisboa 11 de maio de 1843. Couto — Nolasco. Registada a fl 148 no livro competente secretaria de estado dos negocios da fazenda em 11 de maio de 1843 A. A. de Sales Ribeiro.

Documento n.º 3.

1.ª Repartição. Manda a rainha pela secretaria de estado dos negocios da fazenda remetter a Paulino Aprigio Pereira Mendes, para seu devido conhecimento e effeitos necessarios, a inclusa copia authentica do decreto de 29 do mez passado, concedendo lhe a serventia vitalicia do emprego de escrivão da alfandega de Castello Branco. Paço de Cintra em 3 de agosto de 1844. Barão do Tojal. Para Paulino Aprigio Pereira Mendes. — Copia — Attendendo ao bom serviço de Paulino Aprigio Pereira Mendes na qualidade de escrivão de alfandega de Castello Branco, e á boa informação que d'elle prestou o respectivo director do circulo: hei por bem conceder lhe a serventia vitalicia do mencionado emprego, do qual deverá tirar carta pela secretaria de estado dos negocios da fazenda com previo pagamento dos direitos que dever. O barão do Tojal, par do reino, do meu conselho, ministro secretario de estado dos negocios da fazenda assim o tenha entendido e faça executar. Paço de Cintra em vinte e nove de julho de mil oitocentos quarenta e quatro. Rainha. Barão do Tojal. Esta conforme. Secretaria de estado dos negocios da fazenda em 3 de agosto de 1844. Castanho Maria Parrella.

Documento n.º 4.

Dona Maria por graça de Deus Rainha de Portugal e dos Algarves — Faço saber aos que esta carta de serventia vitalicia virem, que tendo attenção ao merecimento e mais partes que concorrem na pessoa de Paulino Aprigio Pereira Mendes — Houve por bem fazer-lhe mercê do emprego de escrivão da alfandega de Castello Branco — por decreto de vinte e nove de julho de mil oitocentos quarenta e quatro — e em seu cumprimento haverá o ordenado e mais proes e precalços, que direitamente lhe pertencerem em quanto bem o servir. Pelo que lhe mandei passar apresente carta de serventia vitalicia, e ordeno a todas as auctoridades a quem competir, lhe deem posse e juramento nos santos evangelhos, para que bem e verdadeiramente sirva o mencionado emprego; do que se fará assentamento nas costas d'esta. Não pagou quarenta e cinco mil oitocentos e cincoenta e nove reis de direitos de mercê, abonados sete mil e duzentos reis que pagou pelo provimento com que servio o dito emprego por tempo de um anno, por haver de o fazer por desconto da quarta parte dos seus vencimentos, como lhe foi concedido por portaria de vinte e oito de desembro ultimo, e quando fôr concluido o dito pagamento, será esta carta devidamente averbada. — Em firmesa de tudo lhe mandei passar esta carta por mim assignada e sellada com sello pendente a qual se cumprirá, sendo registada nas repartições competentes. — Lisboa em treze de fevereiro de mil oito centos quarenta e cinco. — A rainha — Conde do Tojal. Carta pela qual vossa magestade ha por bem fazer mercê a Paulino Aprigio Pereira Mendes, da serventia vitalicia do emprego de escrivão da alfandega de Castello Branco. — Para vossa magestade ver. Pg cinco mil reis de sello — Lisboa 29 de janeiro 1e 1845 — n.º 14 — Couto. Por decreto de vinte e nove de julho de mil oito centos quarenta e quatro. — Secretaria de estado dos negocios da fazenda 13 de fevereiro de 1845 José Joaquim Lobo, a fez escrever — João José Soares, a fez — Registada a fl. 60 do livro 5.º de semelhantes. — Secretaria d'estado dos negocios da fazenda 3 de março de 1845 — Rodrigo Botelho da Fonseca Paganino. — Registada no real archivo a fl 124 v. do livro 96 do registo de mercê. E pagou mil e quarenta reis — Lisboa 14 de março de 1845 — Thomaz Caetano Rodrigues Portugal — Pagou 1$040 com verba — Portugal. — Cumpra se — O director do circulo — Alves.

Documento n.º 5

Directoria das alfandegas do circulo de Castello Branco. N.º 56. Ilm.º sr. Sendo indispensavel a minha presença em diversas alfandegas e postos fiscaes deste circulo a fim de evitar as desordens que existe em algumas, previno a v. s.ª que vou marchar e entrego a direcção da alfandega desta cidade a v. s.ª que espero desempenhará como costuma. Deos guarde a v. s.ª Castello Branco 1.º de junho de 1846 Ilm.º sr. Escrivão de alfandega de Castello Branco O director — Antonio Joaquim Fernandes Alves.

Documento n.º 6.

Districto de Castello Branco — Cofre central — 2.º talão do recibo n.º 14 Fundos — reis — 14$040. Entregues hoje por Paulino Aprigio Pereira Mendes, director interino da alfandega de Castello Branco por passagem de fundos, em virtude de ordem: Castello Branco 31 de julho de 1846 Serrão. Figueira.

Documento n.º 7.

Secretaria d'estado dos negocios da fazenda — 2.ª secção — sua magestade a rainha, conformando-se com a proposta do delegado do thesouro no districto de Castello Branco, ha por bem nomear Paulino Aprigio Pereira Mendes, para o logar d'escrivão de fazenda do concelho de Salvaterra do Extremo, vago pela exoneração concedida a Antonio Joaquim dos Santos Xavier. O que a mesma augusta senhora, manda communicar-lhe pela secretaria d'estado dos negocios da fazenda, para seu conhecimento e effeitos convenientes. — Paço das Necessidades 23 de junho de 1852. — Miguel Maria Franzini. — Para Paulino Aprigio Pereira Mendes. — Tomou posse, e acha-se em exercicio desde o primeiro de julho do corrente anno. — Salvaterra do Extremo 2 de agosto de 1851. — O administrador do concelho — Manoel Gomes Rascão N.º 106. — Pagou de sello a quantia de cinco mil reis, que fica lançada no livro competente a fl. 40 e bem assim de duzentos e cincoenta reis, d'imposto para amortisação das notas. Salvaterra do Extremo e caza d'administração do concelho 26 de setembro de 1851. — O escrivão de fazenda — Pereira Mendes. — O recebedor do concelho — Monteiro. Tem assentamento a fl. 297 v. Livro 1.º dos escrivães de fazenda, e pagou do mesmo e de verba, mil e trezentos reis. — 2.ª repartição da direcção geral da contabilidade 30 de maio de 1854 — Miguel Antonio Vidal — Registrada no livro competente a fl 43 v. Repartição de fazenda do districto de Castello Branco 2 de junho de 1854 — José Joaquim Feio de Figueiredo.

Documento n.º 8

Illm.os srs. Diz Paulino Aprigio Pereira Mendes, escrivão de fazenda d'este concelho, que para mostrar aonde lhe convier precisa que v. s.as attestem á cerca do comportamento do supplicante, já como particular, já como empregado publico. Pede a v. s.as illm.º sr. presidente e mais membros da camara municipal deste concelho se dignem atestar-lhe. E receberá mercê. Salvaterra do Extremo 2 de dezembro de 1855. — Paulino Aprigio Pereira Mendes. — Manoel Gomes Rascão, presidente da camara municipal do concelho de Salvaterra do Extremo, e os mais membros da mesma abaixo assignados: attestamos que Paulino Aprigio Pereira Mendes, tem servido n'esta villa e concelho os cargos, primeiro de escrivão do juiz ordinario d'este julgado, e segundo de escrivão de fazenda, cujos tem exercido desde 1850 até hoje, tendo tido bom comportamento civil e moral e religioso, e nos empregos que tem exercido tem desempenhado os seus deveres, segundo consta, com honra e fidelidade. Por ser verdade lhe mandamos passar o presente attestado. Salvaterra do Extremo 2 de dezembro de 1855 — Manoel Gomes Rascão. — Alexandre Dias Correiro — Jose Martins Romão. — Julio Nunes Varão — José Mendes Serejo. Reconheço as assignaturas retro em numero de cinco, por verdadeiras, pelo perfeito conhecimento que tenho dos mesmos. Salvaterra do Extremo 12 de fevereiro de 1856. Em testimunho de verdade O tabelião — Francisco da Costa Elias.

Documento n.º 9

Illm.º sr. Diz Paulino Aprigio Pereira Mendes, escrivão de fazenda d'este concelho, que para mostrar aonde lhe convier, precisa que v. s.ª atteste á cerca da conducta politica civil e moral do supplicante, e se desempenha com honra, probidade, e aptidão as funcções do cargo que exerce. Pede a v. s.ª illm.º sr. administrador do concelho de Salvaterra do Extremo, se digne attestar-lhe. E receberá mercê. Salvaterra do Extremo 2 de desembro de 1855. Paulino Aprigio Pereira Mendes. — João Henriques Pinheiro, administrador do concelho de Salvaterra do Extremo Attesto que o sr. Paulino Aprigio Pereira Mendes, durante o tempo que residiu n'esta villa, teve um bom comportamento politico, civil, e moral e desempenhou sempre com honra probidade e aptidão o cargo de escrivão de fazenda, e do juiz ordinario n'este concelho E por ser verdade lhe mandei passar o presente que assigno. Salvaterra 2 de desembro de 1855. João Henriques Pinheiro. Reconheço a assignatura retro por verdadeira, pelo perfeito conhecimento que tenho da mesma Salvaterra do Extremo 12 de fevereiro de 1856. Em testemunho de verdade. O tabelião — Francisco da Costa Elias.

SECÇÃO DE VARIEDADES.

Atrocidade inaudita. — O Montenegro foi ultimamente theatro d'uma atrocidade inaudita. Sete individuos da familia Lukich, que tinham sido empregados no desembarque de chumbo, pertencente ao principe Danilo, roubaram uns 20 arrateis d'este metal para fazer balas. Mais tarde confessaram a sua falta ao inspector Bokan, que em vista da pequena importancia da causa lhes prometteu segredo; porém não cumpriu a promessa. Danilo soube do facto, os culpados foram presos e bastonados, sendo passeados pelos bazares com aventaes de mulher, pena deshonrosa no ultimo ponto no Montenegro, e foram depois desterrados. Dous d'elles, para se vingarem do denunciante, assassinaram-o no dia 16 d'abril.

Danilo, sabendo isto, mandou prender trinta membros da familia Lukich e ordenou que dous dos mais idosos da familia fossem condemnados a fuzilar com suas proprias mãos, no logar do crime, os seus dous mais proximos parentes.

Deu-se o caso de que um pae devia fuzilar seu filho e um irmão seu irmão. Os rogos e supplicas de nada valeram, e os desgraçados, á força de torturas, tiveram de cumprir a sentença.

A pistola errou fogo duas vezes na mão do pae que devia matar seu filho, e aquelle, lançando fóra a arma, declarou que a não dispararia terceira vez. Um dos da escolta a apanhou e matou o filho aos olhos do pae. O desgraçado, que estava condemnado a ser fratricida, fez fogo, voltando a cara, mas não errou o tiro. Depois d'isto, Danilo mandou desarmar todos os membros da familia Lukich, até ao grau mais affastado, e expulsal-os do paiz.

Apesar d'isto, é bem provavel que d'entre elles surja um vingador.

(Commercio do Porto.)

SECÇÃO DE NOTICIAS.

Expediente. — Em consequencia das abundantes e variadas publicações de immediato interesse, que na actualidade sempre temos para dar á estampa no nosso jornal, resolvemos suspender por emquanto a — revista dos jornaes — dando assim logar áquellas, para que muitas vezes nos escaceia espaço. Voltaremos a dar uma rezenha do que encontrar-mos mais importante nos jornaes, logo que cesse o motivo indicado.

Auzencia. — Partiu d'esta cidade ha dias para Coimbra o sr. Antonio Joaquim de Vasconcellos, para exercer o cargo de delegado do thesouro d'aquelle districto. Durante o tempo que este digno funccionario dezempenhou aqui as funcções do mesmo emprego, nunca desmentiu o seu zelo e actividade a pró dos interesses da fazenda, dos quaes foi propugnador decidido, promovendo não só a cobrança dos impostos, mas regularizando com acerto os trabalhos da sua competencia. O sr. Vasconcellos foi substituir um funccionario intelligente e activo; porém s. s.ª não ha-de desmerecer á face d'aquelle districto, o que soube sempre captar n'este.

Desastre lamentavel. — Consta-nos que em um dos ultimos dias, na Costa da Torreira, quando uma das companhas regressava do mar, ou fosse por falta de pericia na direcção do barco de pesca, ou pelo mau estado d'este, ou finalmente pela inconstancia sempre traiçoeira do vasto elemento, se submergiram uns quatro d'estes inflizes, tendo-se partido em pedaços o fragil baixel em que navegavam. Parece que outros mais estiveram para ser sepultados nas ondas; ignoramos porém como poderam salvar-se os que existem d'esta companha dizimada.

Falta de pagamento. — E' grande o atraso em que se acham os pagamentos das obras publicas n'este districto. Ha operarios a quem se devem umas poucas de semanas, e empreiteiros com creditos de perto de 4,000$000 réis. O governo perde com estes atrasos porque a maioria dos trabalhadores deixam o serviço, e os que ficam, não tendo de que alimentar-se, pouco serviço farão.

Isto assim é impossivel.

Tempo. — Estes ultimos dias temos tido uma temperatura mais de estio, do que da quadra que atravessamos. Hontem refrescou mais a atmosphera.

Theatro. — Na quinta-feira teve logar' como haviamos noticiado, á recita da sociedade *Camões*. O espectaculo compunha-se da *Nobreza d'alma*, producção da penna elegante do sr. Ernesto Bierter, e do *Casamento singular*, comedia devida ao talento do sr. D. José d'Almada.

Não somos exagerados dizendo que o espectaculo agradou a todos os que assistiram a esta representação. Todos os actores andaram bem. Não fazemos distincções, porque as não houveram. Todos porfiaram em agradar, o que conseguiram, sendo chamados por vezes ao proscenio, e obrigados a repetir o couplet final da comedia.

A sala do espectaculo estava cheia.

Pena é que a sociedade *Camões* não prosiga mais a miudo no empenho de se fazer ver no palco, mostrando o que vale, e a boa selecção do seu reportorio.

Fallecimentos. — Falleceu na sua casa da Feira o sr. Bernardo José Correa de Sá.

Tambem falleceu em Vagos o sr. Manoel Luiz Ferreira Norberto.

Movimento do mercado. — Na semana finda correram os generos alimenticios pelos seguintes preços nos mercados do districto.

Aveiro. — Trigo gallego 660, milho da terra 400, de fóra 390, centeio 500, cevada 320, feijão 540, fava 400, batata 240, azeite 3,600, vinho maduro 2,000.

Estarreja. — Trigo 640, milho 400, centeio 560, cevada 500, feijão 400, batata 240, azeite 5,900, vinho 3,200.

Feira. — Trigo 900, milho 530, centeio 640, feijão 800, batata 560, azeite 5200 vinho 2,880.

Albergaria. — Trigo 750, milho 480, feijão 560, batata 260, azeite 3,600, vinho 2$800.

Oliveira d'Azemeis. — Trigo 900, milho 520, centeio 600, cevada 500, feijão 580, batata 360, azeite, almude, 4,800, vinho 2,400.

Ovar. — Trigo 940, milho 560, centeio 680, feijão 780, batata 480, azeite 5,250 vinho 3,360.

Agueda. — Trigo 730, milho 430, centeio 500, cevada 400, feijão 500, batata 300, azeite 3$530, vinho 1$920.

Ilhavo. — Trigo 700, milho 440, feijão 500, batata 200, vinho a ramo 2,640, azeite 3,660.

Despacho. — O Diario de 23 publica um decreto, nomeando para o logar de 2.º official no ministerio das obras publicas, vago pelo fallecimento do sr. Sesinando Baptista Machado, o sr. João da Gama Barros.

Offerecimento acceitavel. — Diz o *Commercio do Porto*, que o sr. José Joaquim Leite Guimarães, se offerecera ao presidente interino do conselho filial de beneficencia, para começar a expensas suas as obras do edificio do mesmo azilo, orçadas em 6 contos de reis. O offerecimento d'este illustre philanthropo foi acolhido com provas manifestas de reconhecimento.

Auctorisação. — Foi concedida, para que a actriz Emilia das Neves possa ir inaugurar com algumas recitas o novo theatro de S. Geraldo em Braga.

Dissolução e proposta. — A junta administrativa das obras da barra de Vianna foi dissolvida, e proposta pela camara municipal respectiva uma nova lista dos cidadãos, que devem compor a nova administração.

Intimação. — Tendo aparecido em Coimbra o sr. Vieira de Castro, que ha tempos fora riscado da Universidade, em conformidade das disposições contidas no regulamento de policia academica, foi intimado para sair. Parece que chegara a ser prezo por não obedecer promptamente.

Descoberta. — Diz o *Jornal do Porto*, que um engenheiro francez acaba de fazer uma util descoberta. Esta consiste no meio de obstar á explosão das armas de fogo. O maquinista francez apresentou o seu invento a um exame de peritos.

Providencia justa. — O *Diario* de 21 publica uma portaria, ordenando ao sr. governador civil d'este districto, a fim d'este providenciar, para que os administradores de concelho seus subordinados, suspendam as execuções, a que por ventura tenham procedido, relativamente aos bens dos paes, cujos filhos se tivessem auzentado antes da publicação da lei de 4 de junho, ultimo.

Concurso. — Perante o conselho ultramarino se acha a concurso por 60 dias, a contar de 18 do corrente, o logar de verificador d'alfandega de Benguella em Angola, com o ordenado de 300:000 réis e a percentagem de 390:000 rs., afora os respectivos emolumentos — tudo em moeda provincial.

Julgamento. — No tribunal do segundo districto criminal do Porto teve logar no dia 21 o julgamento correcional, requerido pelos srs. redactores do *Jornal do Porto* contra o sr. Arnaldo Alves de Souza de quem estes se achavam injuriados. Foi condemnado o reu nas custas e na multa de 6:000, como remissão de tres dias de prizão.

Outro. — Foi tambem a julgamento correccional no dia 22, perante o tribunal do 1.º districto criminal do Porto o sr. editor do jornal o *Direito*, a requerimento do sr. Antonio Joaquim d'Andrade Villares, por motivo d'uma publicação no mesmo jornal. Foi absolvido o reu, e o auctor condemnado nas custas.

Operarios. — Os empregados nas obras d'alfandega em Miragaya, durante o mez d'abril, foram termo medio 495, entre empregados classificados e jornaleiros.

Noticias agricolas. — Dizem-nos da Beira com data de 20 o seguinte:

«O milho tem regulado ultimamente nos differentes mercados de Lourosa e Oliveira do Hospital de 500, a 560 rs.

O vinho pela maior medida tem chegado a 4:300. Ha uma esperançosa colheita de trigo e senteio, os cevadaes, são mais inferiores.

Os batataes vão bons, e ainda sem lhes tocar a molestia.

As vinhas promettem uma colheita abundante, se o oidium, que já apparece, não fizer grandes estragos.

Espera-se bom tempo, e se for duradouro, os cachos desenvolvem de prompto, e quando o mal atacar com maior vigor, já elles melhor resistem; podendo assim esperar-se boa colheita

Os olivaes vão muito floridos, apezar da ferrugem que n'este anno atacou os que estão em terra mais substanciosa.

SECÇÃO ESTRANGEIRA.

INGLATERRA — Os acontecimentos da Sicilia preocupam todos os gabinetes. O inglez devia apresentar no dia 15 na camara dos lords, a correspondencia do consul inglez em Genova com o embaixador em Turin sobre a expedição de Garibaldi. Nada por ora consta sobre o modo por que seria encarada no parlamento esta questão.

O *Morninq-Post* fallando sobre a passagem de Garibaldi pelo territorio romano para seguir para a Sicilia, facto, que umas noticias desmentem, outras confirmam, diz que tal procedimento complica em grande ponto a situação politica da Italia. Os negocios da Sicilia, e as noticias do Oriente levaram a camara dos communs a interrogar o governo sobre a preoccupação antecipada que se dizia a França tomava sobre uma annexação eventual d'alguma parte da Italia meridional ao Piemonte, bem como que Napoleão fizera sentir isto mesmo ao diplomata inglez em Pariz. John Russel respondeu, que nenhuma communicação recebeu a este respeito. Quanto á segunda interpellação sobre o boato da reunião do exercito russo, Russel respondeu desmentindo-o, sem comtudo negar o facto da convocação de Gortschakoff. — Acrescentou que o governo inglez teve em consideração esta nova, e que logo dezejou sondar o animo do gabinete francez, e que Thovenel respondera, que, se se tornava necessario tomar sobre este ponto uma actitude decidida, não seria a Russia isolada nas operações, nem tão pouco a França e a Russia, mas todas as grandes potencias reunidas.

FRANÇA — A impressão causada em Pariz pela deliberação arrebatada de Garibaldi, influiu na baixa dos fundos publicos, ainda que opiniões contrarias atribuem este resultado ás noticias menos pacificas do Oriente. Todavia é certo que o imperador dos francezes reprovou solemnemente a tentativa d'este revoltozo aguerrido, e bem o dá a conhecer o conteudo da nota dirigida por Thovenel aos plenipotenciarios francez em Turin e sardo em França — noticia, que demos no n.º passado na duvida, e que se confirma. O ministro dos estrangeiros francez faz ver n'esta nota a impressão desfavoravel com que o governo recebeu a noticia d'um tal acontecimento, e, sem acuzar o governo sardo de responsabilidade directa em tal occorrencia, faz-lhe sentir a indalencia com que andou n'este transcendente assumpto, depois dos repetidos avizos que lhe fizera a este respeito. Depois de significar as terriveis consequencias d'uma tal ouzadia, Thovenel exige do gabinete sardo uma explicação clara. Cavour satisfez a esta requizição, respondendo, que tinha aproveitado os avizos do governo francez; que reprovava a expedição; porém que não tinha podido impedil-a.

A esquadra franceza de evoluções recebeu ordem de marchar para Napoles, afim de prestar protecção aos subditos francezes n'aquelle paiz.

Na redacção da *Opinião nacional*, jornal francez abriu-se uma subscripção a favor de Garibaldi; o governo porem prohibiu-a

O governo tinha ordenado como dito fica a saida d'uma esquadra para as costas da Sicilia; porém noticias posteriores indicam, que esta suspendeu a sua marcha.

ITALIA — As disposições energicas de Lamoriciere em Roma, tem produzido sensação nos estados annexados, e poem-se em movimento forças d'ambos os lados, cuja acção faz ver, que a situação da Italia central offerece escolhos cada vez mais terriveis a vencer. Em quanto o governo pontificio emprega todos os meios tendentes á manutenção dos seus estados, os ameaços d'uma invazão nas Marcas circulam atravez do vaticano, e as tropas concentram-se para conjurar a violação premeditada. E quando assim se procede na cidade eterna, a guarnição de Florença é chamada á fronteira pelo telegrapho, que ao mesmo tempo faz sair precipitadamente de Milão, a exigencias do governo emiliano, um exercito de 5:000 homens, que se fez embarcar em Genova.

Uma corveta do governo romano transportou de Veneza para os estados da santa sé oito peças d'artilheria, que a duqueza de Parma offertara ao summo pontifice.

O *Diario de Roma* publicou um artigo official contra a occupação das Romanias por Victor Manoel.

Sobre a insurreição siciliana e resultado da tentativa de Garibaldi, continuam a ser contradictorias as noticias. Em quanto por um lado se reprezentam as tropas reaes em perseguição dos revoltozos, e em debandada os seus chefes, por outro pinta se a rebellião desenvolvida em grande escala, estendendo-se por toda a Sicilia até chegar á Calabria e Abruzzos. Segundo noticias recebidas em Pariz Garibaldi conseguiu um levantamento geral. Estas fazem ver quanto ingravesce a situação do governo napolitano, a ponto de o obrigar a pedir soccorro estrangeiro, que parece lhe tem sido negado, por assim se ter accordado entre a França e Inglaterra; outras porem vem offu-car os triumphos de Garibaldi e os progressos da rebellião, pois que segundo ellas, as tropas reaes pozeram se ao alcance da frota d'este caudilho, e desbarataram-na completamente, obrigando este a procurar na fuga a salvação, deixando no campo exanime um dos chefes, e com este muitos dos soldados, uns mortos outros feridos. As forças do rei reanimadas com este prospero resultado perseguem com energia os rebeldes europeus. No meio de tal confuzão de noticias não é possivel atinar se com uma fonte pura, por onde possa auferir se a verdade palpavel, que só nos poderão transmittir as subsequentes.

Não pode formar-se um juizo seguro sobre os acontecimentos da Sicilia, attenta a contrariedade que se dá nas noticias transmittidas d'aquella ilha. As que procedem de Napoles reprezentam as forças rebeldes em completa desordem, e desbaratados, perseguidos os seus chefes e homiziados outros; as de Turin pelo contrario dão as forças reaes reduzas nos pontos estrategicos, e opondo-se, quando são chamadas a combater. Em todo o cazo a situação do rei de Napoles, mede se com enormes dificuldades. As correspondencias de Napoles confirmam ter devido Garibaldi o seu feliz exito no desembarque da expedição, ao patrocinio, que lhe fôra prestado pelos vazos inglezes n'aquella paragem. Estes sob pretexto de recolherem a bordo alguns officiaes que tinham em terra, exigiram dos navios napolitanos, que só começassem o fogo duas horas depois: estes obedeceram, e em quanto predominava o preceito, Garibaldi desembarcou com os seus sequazes. Este resultado foi bem pouco favoravel á cauza do rei. A agitação, tanto na ilha como em Napoles, triplicou, depois d'uma tal invazão. Ao circularem os boatos de que a rebellião se estendia sobre a Calabria, foi tal o susto na corte, que o rei mandou encaixotar os seus objectos mais preciozos.

Em Palermo tem-se repetido as manifestações, emigrando para Napoles bastantes individuos.

Os 5,000 homens do exercito piemontez, de que fallo acima, embarcados em Genova, foram desembarcar em frente dos estados da Igreja.

O commendador Canofari, plenipotenciario napolitano em Turin, dirigiu ao governo sardo um protesto solemne contra a expedição de Garibaldi, havia quem julgasse que este procedimento, seria seguido d'um rompimento diplomatico; porém até á data d'esta noticia, ainda o mencionado diplomata não tinha reclamado os seus passaportes.

Eis em seguida a proclamação, pela qual Garibaldi explica ás populações italianas o fim da sua emprezo.

«Italianos! — Os sicilianos batem se contra os inimigos da Italia. Soccorrei os com dinheiro, armas, e sobretudo com o seu braço, é o dever de todo o italiano.

O que causou as desgraças da Italia foi talvez o espirito de discordia, ou a indifferença d'uma provincia pela sorte da outra.

A salvação da Italia começou no dia, em que os filhos da mesma terra concorreram a soccorrer seus irmãos em perigo.

Se abandonar-mos aquelles bravos mancebos da Sicilia, elles terão a combater os mercenarios do Bourbon, e além d'isso os d'Austria e os do padre que reina em Roma.

Que os povos das provincias livres elevem alto a voz em favor de seus irmãos que combatem! que enviem a sua generosa mocidade aonde se lucta pela patria!

Que as Marcas, a Ombria, a Sabina, o campo de Roma, e o paiz napolitano se revoltem, a fim de dividir as forças de nossos inimigos!

Se as cidades não offerecem á insurreição uma base sufficiente, que os mais resolutos se espalhem pelos campos.

Um bravo encontra armas em toda a parte! Por Deos, não escuteis a voz dos cobardes que se pavoneiam em frente de mezas bem guarnecidas!

Armemo-nos, combatamos hoje por nossos irmãos: amanhã combateremos por nos.

Um punhado de bravos que me seguiram nos campos de batalha de nossa patria, marcha comigo em soccorro dos oppimidos. A Italia conhece os: elles apparecem quando soa a hora do perigo. Bons e generosos companheiros, consagram sua existencia á patria. Dar-lhe-hão a ultima gota de seu sangue, não procurando outra recompensa, que não seja uma consciencia irreprehensivel.

Italia e Victor Manoel! foi o nosso grito de guerra ao passar o Tessino, que echoará até aos rochedos abrasados do Etna.

A este grito prophetico do combate, repetido desde as grandes montanhas da Italia até ao monte Tarpeio, caia o throno, já minado, da tyrannia, e todos se levantarão como um só homem!

A's armas pois! terminemos d'um só golpe nossas miserias seculares. Provemos ao mundo que foi sobre esta terra que passou a grande raça romana! — *G. Garibaldi.*»

AUSTRIA. — Segundo uma correspondencia de Vienna, o governo imperial dispõe-se a dirigir uma nota circular ás grandes potencias, convidando-as a concordar nos meios conducentes a pôr termo á effuzão do sangue humano no campo da lucta.

Todos os navios de guerra austriacos ancorados em Cola, receberam ordem de se dirigirem á Sicilia.

RUSSIA. — A expedição de Garibaldi generalizou a comoção em toda a Europa. O czar recebeu tambem desfavoravelmente este attentado, e segundo a *Gazeta de Munich*, protestou contra qualquer ataque dirigido ao reino das Duas-Sicilias

As dispozições do imperador Alexandre tendem, segundo parece a emprehender de novo uma lucta no Oriente. Segundo um despacho de Constantinopla, confirma se a marcha de 60.000 russos para a Bessarabia; e julgando por outro de S. Petersburgo o governo propõe uma conferencia das grandes potencias, afim de examinar-se, se a Turquia, cumpre os seus compromissos com referencia aos christãos do Oriente. Na reunião diplomatica convocada por Gortschakoff, notou-se a melhor armonia entre a França e Russia.

HESPANHA — O discurso que devia ser proferido pela rainha no acto d'abertura do parlamento, já se acha confeccionado com relação aos principaes pontos que tem de tocar. Parece que n'elles se mencionam todos os successos tanto exteriores, como interiores.

O conde de Montemolin já está em Pariz desde o dia 14; parece porém que sairá muito breve para Londres.

O general Elio negou-se a prestar juramento de fidelidade á rainha, que lhe tinha sido exigido, como condição d'amnistia para ser posto em liberdade. Tendo ou não prestado o juramento exigido, foi mandado sair para o estrangeiro, e logo que recebeu esta ordem partiu immediatamente para Barcelona, devendo d'ali sair para Pariz

CORREIO DE HONTEM.

CORRESPONDENCIA PARTICULAR DO CAMPEÃO DAS PROVINCIA

Lisboa 23 de maio.

Como vaticinara a imprensa do paiz, a questão Langlois tem sido altamente debatida na camara, como passo a mostrar-lhe em seguida, não com o desenvolvimento que desejava, mas como for compativel com as horas de que posso dispor. A discussão d'este contracto produziu uma terrivel pendencia, e nem era d'esperar o contrario.

O sr. Serpa que tinha ficado com a palavra reservada no sabbado, continuou o seu discurso na segunda feira em resposta á exposição convincente e clara do sr. Avila, refutando muitos pontos do discurso do illustre ex-ministro, e repellindo as insinuações feitas por s. ex.ª ao governo. Entre as palavras do sr. Serpa notou a camara que algumas eram impregnadas de alluzões ao sr. Avila, o que deu logar a uma desordenada vozearia na sala. Depois de acalmado o susurro, o sr. Avila apresentou duas moções tendentes, uma a que a camara resolvesse, como questão previa, se o praso do concurso para o contracto Langlois, foi feito em conformidade com as leis do reino; e a outra a alterar com uma substituição o artigo 1.º, para que as obras de que tracta o projecto sejam feitas por conta do governo. Depois de mais algumas considerações feitas pelo strenuo membro da opposição, em que repetiu o que já tinha dito com relação ao contracto, foram admittidas as suas propostas. O sr. ministro do reino veio em soccorro do seu collega, e combateu muitas das asserções do orador da oposição, seguindo se o sr Mouzinho, que com o seu discurso fez reproduzir na camara a anarchia, a ponto de embaraçar e torturar o sr. presidente, que chegou a declarar, que em vista d'uma tal insubordinação, desesperava já da regularisação e ordem nos trabalhos. O sr. Mousinho fez alluzão d'alguns documentos, que existiam em poder das commissões respectivas, e ao significal-o, a minoria unanimemente pediu que os alludidos papeis fossem presentes á camara, para que esta tomasse conhecimento d'elles. O sr. Arrobas requereu isto mesmo, e o sr. Xavier da Silva ainda pediu que a sessão se alongasse até se resolver o incidente; porém a maioria regeitou, e a pendencia ficou adiada para o dia immediacto. Esta sessão foi repetidas vezes interrompida. Os escandalos, e as alluzões descomedidas, foram n'este dia o ornamento da camara; porém a provocação não partiu do lado opozicionista.

Hontem continuou o famozo incidente do dia anterior, em que o bulicio da desordem se desprendera do escandalo encapotado. O sr. Avila despertara-o no seu brilhante discurso — fez ver á camara que o contracto se achava maculado de circumstancias condemnaveis; que para elle ser sanccionado se tinham peitado muitos agentes a quem se prometeram 70 contos de reis — outras mais incoherencias descortinou o nobre ex-ministro, que foram outras tantas setas, que despertaram na camara a maior indignação. As vozes do poder obviaram-se lhe minazes — sarcasmos e ameaças ellas fizeram eccoar na sala da discussão, e eis em pequeno resumo a origem de tal pendencia.

A proposta do sr. Arrobas exigindo a publicação do celebre maço n.º 16, onde por parte do governo se significou existirem as primordiaes razões justificativas do contracto em disputa, ocupou toda a sessão de hontem. A camara prendeu-se na discussão da papelada, em poder da commissão da moeda falsa, a que alludira o relator da commissão d'obras publicas, e que, segundo m'affirmam, o seu contheudo não affecta a honra de pessoa importante na sociedade; e assim vão passando os ultimos dias de mais em discussões e debates.

O sr. Serpa citou escandalos sobre escandalos commettidos pelos cavalheiros excluidos do concurso — o sr. Mouzinho quiz agraval-os por outro lado com a leitura de trez cartas do sr. visconde de Horta; porém despeitado pela pouca eficacia d'estes documentos, soccorreu-se então para a ultima instancia, indicando o maço 16 em poder da commissão de moeda falsa. Vozes tumultosas pediram logo a publicação de todos esses documentos, visto que a isso se encaminhava o appello do orador. Fallaram em seguida varios oradores, entre estes o sr. Arrobas, que sustentou a sua proposta, fazendo ver a impossibilidade de se regeitar, pelas graves supposições que isso agitaria. O sr. Lobo d'Avila fallou no mesmo sentido, fazendo ver, que depois da alluzão feita pelo relator da commissão, estava meio quebrado o sigillo da justiça, e que este já não podia obstar á publicação dos documentos. Por ultimo o sr. Avila, em resposta ao sr. José Estevam, que tambem se veio ingerir na questão, uzando das palavras do costume, rebateu todas as suas mal cabidas asserções, e compendiando todos os factos já referidos, concluiu por declarar, que a unica solução possivel era a publicação dos referidos documentos, aliás a calumnia fulminaria as razões do ministro e as alluzões do relator da commissão d'obras publicas. A questão ficou ainda pendente.

A camara municipal já deu a sua auctorisação para se construir na praça do Loreto, um monumento a Camões, cujo projecto depois de ser submettido á aprovação do rei, vae ser publicado. Dizem-me que se acha estabelecida uma commissão promotora dos donativos para levar a cabo esta demonstração de homenagem para com o insigne vate, e que é composta dos srs. Mendes Leal, visconde de Menezes, Carlos krus, Estevam Palha, conde de Farrobo, visconde de Porto Covo da Bandeira, Antonio Feliciano de Castilho, Francisco Augusto Metrass e outros.

A petição dos logistas foi attendida. A procissão do *Corpus Christi* vae este anno percorrer a rua do Ouro, e Capelistas, voltando pela Augusta, direcção que ha muitos annos não tomava.

A syndicancia feita ao hospital de S. José, de cuja administração tantas vezes nas minhas cartas lhe fallei, pelos abuzos e illegalidades que ali se comettiam, está finalmente concluida. A commissão encarregada de examinar os actos d'esta administração concluiu dos seus trabalhos, que tudo quanto se dizia a respeito dos seus erros e desperdicios, era uma verdade incontestavel; porém o patronato e a compadria tiveram mais força que o parecer da commissão, e os empregados n'aquelle estabelecimento sobre quem pezava toda a responsabilidade dos actos accusados, ahi continuam funccionando á sombra do poder e na vereda da corrupção acobertados por uma protecção anonyma e escandaloza.

Informam-me que o sr. visconde da Junqueira vendeu a sua quinta d'Almeirim a uma companhia ingleza por 50:000 mil libras — 225 contos de reis. Esta propriedade, segundo me dizem, rende 250 pipas de azeite, 1:500 de vinho e 60 moios de cereaes. A quinta pelas suas proporções, sendo entregue a uma gerencia agricola, activa e pratica, pode aprezentar de futuro uma producção muito superior.

S. ex.ª o sr duque de Saldenha foi nomeado presidente do supremo tribunal de justiça militar e o sr. José Jorge Loureiro, 1.º ajudante de campo do rei. O *Diario* publicou já as cartas regias, conferindo taes honras a estes dois personagens

* *

SECÇÃO MARITIMA.

BARRA DE AVEIRO.

Embarcações entradas em 20.

Hiate «Tricano», mestre A. Serrão, do Porto, vaz.
Hiate «Fenix», mestre J. Nunes, do Porto, vaz.
Hiate «Hercules,» mestre J. da C. Braga, do Porto, com lastro.
Hiate «Magdalena», mestre A. J. d'Aguiar, do Porto, vaz.
Rasca «Victoria», mestre L. da Silva, do Porto, vaz.
Rasca «Flor do Porto, mestre J. C. de Barcos, do Porto, vaz
Bateira «Olho Vivo», mestre J. Marcella, do Porto, com lastro.

SECÇÃO DE ANNUNCIOS.

OBRAS PUBLICAS.

ALFANDEGA-CAES.

Edital.

Faz-se publico que, em conformidade com o disposto no art. 14.º do Regulamento de 14 d'abril de 1856, no dia 31 de maio corrente pelas 11 horas da manhã, na Secretaria da 2.ª Secção das Obras da nova Alfandega do Porto, se procederá em hasta publica ao fornecimento de 100 estacas, pelas condições seguintes:

1.ª As estacas terão 10,m0 de comprido, e pelo menos 0,m30 de diametro na parte a mais grossa, e 0,m15 na mais delgada.

2.ª Serão de pinho bravo, verde, sem lezões algumas, como partes cardidas, fenda etc., e perfeitamente descascadas.

3.ª Serão bem desempenadas, não se admittindo em cada uma, flecha maior de do diametro medio (0,0m 45).

4.ª As estacas que não satisfizerem ás condições antecedentes serão rejeitadas, sem que o empreteiro tenha direito a receber por ellas indemnisação alguma.

5.ª As estacas serão postas, por conta do empreiteiro, sobre o caes de Miragaya, no local, que lhe fôr designado, ou mandado designar pelo director da obra, segundo as requisições de que trata a 7.ª condição

6.ª As estacas que na conformidade da 4.ª condição forem rejeitadas, serão removidas do caes e praia de Miragaya, por conta do empreiteiro, dentro de 5 dias, sob pena de as perder, e de se lhes dar applicação, que se julgar conveniente.

7.ª O fornecimento será feito por quinzenas, conforme as requisições assigandas pelo chefe da secção, e entregues ao empreiteiro com 15 dias d'antecedencia. N'esta requisições se marcará o numero de estacas a fornecer em cada uma das duas semanas a que se referir, não podendo este numero exceder a 30.

8.º As estacas que, tendo sido requisitadas na fórma da condição antecedente, deixarem de ser fornecidas, serão descontadas ao empreiteiro por 1,1 do preço pelo qual forem adjudicadas.

9.ª Os pagamentos das estacas fornecidas em cada quinzena, será feito na segunda feira seguinte ao ultimo dia da mesma quinzena, em relação ao numero das estacas fornecidas, e ás condições 4.ª e 8.ª

10.ª O arrematante dará fiador idoneo á á execução do seu contracto ou substituirá esta fiança por um deposito de 30$000 reis em qualquer cofre publico, no das obras, ou em qualqer dos d'esta banco cidade.

11.ª A falta de fornecimento de mais de ⅔ do numero d'estacas requisitadas para uma quizena, authorisa, *ipso facto*, a rescisão do contracto, com perda do deposito feito, e no caso de haver fiador, ficando este responsavel pela importancia de 30$000 reis.

12.ª Qualquer duvida que possa dar-se na intelligencia e execução d'estas condições, será resolvida definitivamente pelo director das obras publicas deste districto.

Porto e secretaria da 2.ª secção das obras da nova alfandega aos 15 de maio de 1860. O chefe da 2.ª secção.

F. J. da Victoria.

CASA FELIZ.

Loteria de Lisboa.

GRANDE PREMIO

9:000:000 RS.

Nas casas de Cambio de CUNHA & RORIZ. rua das Flores n.º 1 e 2 junto á egreja da Mizericordia, e defronte da Companhia dos Vinhos n.º 280, teem á venda bilhetes inteiros, a 6600 meios ditos, a 3400, quartos, a 1700, e cautellas de 500 reis, e 250, e 40 reis, da presente loteria, cuja extracção terá logar dia 1 de junho.

Compagnie des services maritimes des Messageries Imperiales.

CARREIRA DO BRAZIL.

O Paquete a vapor de rodas, da força de 500 cavallos *La Guienne*, commandante Enout, primeiro tenente da marinha imperial, sahirá de *Bordeaux* para o *Rio de Janeiro*, fazendo escalla pelos portos de *Lisboa, São Vicente, Pernambuco e Bahia.*

No dia 24 de maio, depois e sucessivamente partirão de *Bordeaux no dia 25 de cada mez*, os seguintes vapores tambem de rodas e da força de 500 cavallos:

Navarre, commandante Vedel, primeiro tenente da marinha imperial.

Estramadure, commandante Tollier, primeiro tenente da marinha imperial.

Béarn, commandante Aubry de lá Noë, primeiro tenente da marinha imperial.

Um aviso ulterior dará conhecimento da data do principio da carreira annexa entre o *Rio de Janeiro Montevideo e Buenos-Ayres.*

Para passagens e frete, trata-se em Lisboa, com o agente da companhia, H. Dubeux, rua da Prata n.º 14.

Em Aveiro, com o sr. Antonio Jozé Lopes.

Para os portos de *S. Vicente, Pernambuco, Bahia e Rio de Janeiro* Sairá depois de pouca demora em Lisboa o vapor *Guienne*, commandante Enout, que aqui se espera no dia 27 do corrente mez de maio.

Para frete e passagens trata-se no escriptorio da Companhia, 14, rua da Prata.

O agente, *He Dubeux.*

IMPRENSA-AVEIRENSE LARGO DA VERA-CRUZ.